

anti^{éco}ane

La revue économique des Antilles-Guyane

Bilan économique 2013 en Guadeloupe

L'économie guadeloupéenne
au ralenti



Bilan économique 2013 en Guadeloupe

Synthèse régionale

- 3 *L'économie guadeloupéenne
manque de souffle en 2013*

Contexte national et international

- 4 *Consolidation inégale de la reprise
en 2013*

Actualités

- 7 *2013 en quelques dates*

Emploi-Chômage

- 8 *L'emploi salarié marchand en forte
baisse*
10 *Le chômage continue son ascension*

Démographie des entreprises

- 12 *Chute des créations d'entreprises*

Épargne-crédit

- 14 *L'activité bancaire se maintient en 2013*

Prix de détail

- 16 *Faible variation des prix en 2013*

Agriculture

- 18 *Une mauvaise campagne sucrière*

Bâtiment-logement

- 20 *Repli de la construction en 2013*

Transport maritime

- 22 *Léger repli de l'activité portuaire,
mais le niveau reste élevé*

Transport aérien

- 24 *Le cap des 2 millions de passagers
franchi en 2013*

Automobile

- 26 *Le marché de l'automobile continue
de se dégrader*

Tourisme

- 28 *Amélioration de la fréquentation
hôtelière en 2013*

Commerce extérieur

- 30 *Des échanges commerciaux plutôt
dynamiques*

Synthèses régionales

- 32 *Martinique et Guyane*

Édito

En 2013, l'activité mondiale ralentit légèrement sous l'effet de l'intensification de la consolidation budgétaire, notamment aux États-Unis, et du manque de dynamisme des économies émergentes.

Dans la zone euro, l'activité se contracte à nouveau. Contrairement au reste de la zone euro, la croissance française n'accélère pas en 2013. Le PIB progresse très faiblement de + 0,3 %, comme en 2012.

En Amérique latine et dans la caraïbe, l'activité ralentit. Dans les petites Antilles, l'activité reste morose et en attente d'une reprise franche de l'activité touristique.

Dans ce contexte empreint de morosité, les trois départements françaises d'Amérique (DFA) n'échappent pas à l'immobilisme mondial. Aux Antilles françaises l'activité reste atone. L'emploi salarié marchand recule et le chômage augmente. L'économie guyanaise, dont le PIB n'a pas reculé depuis 2008, affiche des signes de ralentissement.

Ce bilan établit pour l'année 2013 propose un regard sur l'économie guadeloupéenne située dans son contexte international, national et interrégional. Je remercie tous les contributeurs des organismes ayant contribué au succès des bilans des années précédentes et ceux ayant œuvré à cette nouvelle édition :

- la Caisse d'allocations familiales de Guadeloupe,
- la Chambre de commerce et d'industrie des îles de la Guadeloupe,
- la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,
- la Direction des entreprises, de la concurrence, consommation, du travail et de l'emploi,
- l'Institut d'émission des départements d'Outre-mer,
- le Port autonome de la Guadeloupe,
- la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Nous vous souhaitons à tous une bonne lecture et vous invitons à consulter cette édition et celle de l'année précédente sur www.insee.fr/guadeloupe

Les bilans de la Guyane et de la Martinique sont consultable sur notre site : www.insee.fr

Didier BLAIZEAU

L'économie guadeloupéenne manque de souffle en 2013

En 2013, l'économie guadeloupéenne reste fébrile. Tandis que l'inflation est contenue à un niveau faible, l'attentisme des ménages plombe la consommation, traditionnel moteur de la croissance. Les importations de produits agroalimentaires et de biens d'équipement sont en baisse. Toutefois, le manque de visibilité n'a pas empêché les chefs d'entreprises de retrouver le chemin de l'investissement. Cela se traduit par une embellie des importations des biens d'équipement et de biens intermédiaires. Autre soutien à la croissance, l'activité hôtelière se redresse en 2013.

L'activité des pays avancés est atone en 2013 et la croissance économique française n'a progressé que de 0,3 % supérieure toutefois à la moyenne de la zone euro (- 0,5 %). Dans les petites Antilles, l'activité est restée peu dynamique. La croissance économique de la Guadeloupe n'échappe pas à la morosité ambiante; elle s'inscrit dans un mouvement de ralentissement débuté en 2011.

La consommation des ménages n'a pas joué son rôle de moteur de l'activité en Guadeloupe. L'atonie de la demande des ménages s'accompagne d'une stabilité de la demande de crédit à la consommation. Elle est également perceptible dans les échanges commerciaux avec une baisse des importations de produits

agroalimentaires et de biens d'équipement. En particulier, dans le secteur de l'automobile, les ventes de véhicules neufs ont chuté de 5 % pour la deuxième année consécutive. En lien avec la contraction de la demande locale, le trafic de marchandises diverses du port autonome est en baisse de 9 %.

Dans ce contexte de ralentissement économique et de baisse des prix des produits pétroliers, l'inflation est faible. Les ménages ont profité des taux d'intérêt historiquement bas pour contracter des crédits à l'habitat qui progressent de 6 % par rapport à 2012. Les professionnels du secteur du bâtiment n'en ont pas profité et le marasme se maintient dans ce secteur. Le nombre de logements individuels et collectifs autorisés à la construction recule de 8 % par rapport à l'an dernier, impactant négativement la consommation de ciment (- 5 %) qui retrouve son plus bas niveau, déjà observé en 2011 et durant la crise sociale de 2009. En conséquence, l'emploi dans le BTP se contracte pour la troisième année consécutive. Plus globalement, presque tous les secteurs d'activité sont touchés par le ralentissement de l'activité, avec pour conséquence, des pertes d'emploi dans l'économie guadeloupéenne (- 3,5 %) et un chômage en hausse (26 %).

En dépit de ce climat économique incertain, l'investissement est mieux orienté qu'en 2012. Il s'agit probablement d'un mouvement de rattrapage après plusieurs années d'un investissement limité. Cela se traduit par une embellie des importations des biens d'équipement (+ 18 %) dépassant même leur niveau d'avant crise. Les importations de biens intermédiaires progressent aussi mais à un rythme moins soutenu qu'en 2012 (respectivement 1,6 % et 6 %).

L'encours des crédits d'investissements accordés aux entreprises est en légère progression (+ 0,6 % contre 2,5 % en 2012).

D'autres secteurs soutiennent également la dynamique régionale. L'activité hôtelière se redresse en 2013, avec un flux de clients en hausse de 7 % par rapport à l'année dernière. C'est également le cas des exportations qui progressent de 2,8 %. C'est particulièrement vrai pour les exportations de bananes dont le dynamisme se confirme (+ 10 %). A ses côtés, le melon gagne progressivement des parts de marché à l'extérieur.

Les mauvaises performances économiques de l'année 2013 se prolongent au premier trimestre 2014. Signe d'une économie peu dynamique, l'inflation est presque nulle. Les entreprises, faute de visibilité, sont peu enclines à investir comme en témoigne la baisse des importations de biens d'équipement professionnel (- 16 %) et de biens intermédiaires (- 3 %). Le secteur du BTP souffre de l'absence de grands chantiers de travaux publics, et de la baisse continue du nombre de logements autorisés (- 23 %) en lien avec la chute de la consommation de ciment (- 13 %). Les créations d'entreprises sont moins nombreuses. Du côté des ménages, dopées par la dynamique touristique, les importations de biens de consommation courante sont mieux orientées (+ 2,4 %). Les ménages restent prudents et préfèrent épargner, comme en atteste la remontée du taux d'épargne au détriment de la consommation au premier trimestre 2014.

Ali BENHADDUCHE

Consolidation inégale de la reprise en 2013

En 2013, le Produit Intérieur Brut mondial a progressé dans l'ensemble des régions à un rythme proche de 2012. L'embellie relative des économies avancées en fin d'année a été compensée par une dynamique moindre des économies émergentes.

Aux États-Unis en 2013, la reprise s'est consolidée grâce au soutien de la consommation privée. Bien que la croissance ait été moins dynamique qu'en 2012 (1,9 % après 2,8 %), en lien avec un premier semestre morose, l'économie américaine a fortement accéléré au second semestre, soutenue par la demande intérieure. Les améliorations sur le marché du travail et les niveaux de taux d'intérêt toujours attractifs ont contribué fortement à soutenir les dépenses de consommation et d'investissement des ménages.

Stabilité de la croissance mondiale

La reprise des marchés immobilier et financier a favorisé l'investissement des entreprises. Dans un contexte de détente, en raison de la levée de la limite de la dette souveraine jusqu'à 2015, les liquidités distribuées par la Fed aux banques, en soutenant les marchés financiers, ont réussi à intervenir sur l'économie réelle. En lien avec une forte demande extérieure sur le pétrole, les exports ont été dynamiques, et les perspectives récentes d'amélioration de l'économie mondiale ont

également contribué positivement à travers le restockage.

En Chine et en Inde, le rythme de croissance en 2013 reste proche de celui de 2012 (respectivement 7,7 % et 4,4 %), mais toujours environ 2 points en dessous de leur croissance historique moyenne depuis 2000. La demande mondiale toujours atone, continue de pénaliser ces économies fortement exportatrices. En Inde, les prix à la consommation, qui ont encore augmenté cette année de près de 10 % en un an, menacent toujours d'éroder les progrès enregistrés. A contrario, en Chine la hausse des prix s'est stabilisée, identique à 2012 (+ 2,6 %).

Au Japon, l'activité du pays reste modérée (1,5 % après 1,4 %). Les coûts de la reconstruction continuent de peser via les taxes, qui contrebalancent en grande partie les mesures de soutien et la politique monétaire accommodante. C'est donc la hausse de la demande des pays partenaires, en lien avec la dépréciation récente du Yen, et la demande intérieure dynamique (+ 2,2 %) qui ont soutenu l'activité.

Au cours de l'année 2013, les prix du pétrole sont restés stables, mais élevés, soutenant les niveaux des prix des produits alimentaires, en particulier des produits frais.

Zone Euro, vers la fin de la récession

En 2013, l'activité dans la zone euro a encore reculé (- 0,5 %), en raison des acquis très négatifs engagés fin 2012. L'activité se stabilise progressivement ; à partir du deuxième trimestre la croissance trimestrielle a

été positive, soutenue par l'allègement de la pression fiscale sur les ménages et les entreprises.

Dans un contexte de poursuite de la consolidation budgétaire avec un marché du travail dégradé, la demande finale diminue à un rythme moindre qu'en 2012 (- 0,9 % après - 1,7 %). Les effets des opérations de soutien de la Banque Centrale Européenne afin d'apaiser les tensions financières, commencent seulement à être perceptibles dans le desserrement des conditions de crédit nécessaire au redémarrage de l'investissement dans certains pays. Dans les pays les plus endettés, les agents anticipent toujours une hausse de la fiscalité, entraînant l'attentisme.

La reprise économique diffère fortement entre les pays membres. La demande intérieure contribue toujours très négativement à l'activité en Espagne et en Italie (respectivement en baisse de - 2,7 % et 2,6 %), en raison des fortes incertitudes qui pèsent sur les politiques fiscales anticipées. L'activité en Allemagne reste atone (+ 0,5 %), toutefois supérieure à celle de la zone et portée par un marché du travail en amélioration. Au Portugal et en Grèce, l'activité continue de se dégrader mais à un rythme moindre (baisse respective de - 1,4 % et - 3,9 % du produit intérieur brut), la situation reste particulièrement préoccupante en Grèce.

En 2013, l'inflation diminue fortement en Europe (+ 1,3 % après + 2,5 %).

En France, la reprise poussive est portée par le commerce extérieur

En 2013, la croissance de l'économie française reste atone, égale à 2012 (+ 0,3 %).

C'est le moindre investissement privé des ménages comme des entreprises, qui a principalement pénalisé l'activité (respectivement -2,9 % et -0,4 %), ainsi que le déstockage des entreprises (contribution de -0,2 point à la croissance). L'investissement des entreprises non financières en construction et en matériels de transport se tasse encore, en raison des mauvaises performances de ces secteurs (respectivement -2,1 % après -0,3 % et -11,0 % après +14,3 %). Le taux de marge et d'autofinancement des sociétés non financières diminuent de nouveau, atteignant des niveaux préoccupants.

Dans cette conjoncture dégradée, la consommation des ménages n'a que peu soutenu l'économie (+ 0,6 %, contribution de 0,4 point de PIB). Ce comportement, à relier à un pouvoir d'achat qui n'a pas évolué en 2013, résulte d'une masse salariale nette reçue qui ralentit, d'une hausse des cotisations salariales et d'une accélération des impôts courants. La consommation de biens manufacturés diminue encore, mais moins vivement qu'en 2012 (-0,8 % après -1,5 %). Cela résulte notamment d'un repli moins

important des achats d'automobiles (-5,7 % après -8,0 %). Traditionnellement dynamiques (+10,0 % en moyenne par an entre 2005 et 2011), les dépenses en biens d'équipements ralentissent de nouveau (+4,6 % après +4,9 % en 2012) : c'est la plus faible hausse depuis 1993.

Le commerce extérieur a faiblement soutenu la croissance en France en 2013 (contribution +0,1 point à la croissance du PIB). Nos exportations ont en effet repris à un rythme supérieur à nos importations. L'inflation en France en 2013 est très faible (+0,9 %), les prix des principaux postes de consommation ont ralenti ou reculé de nouveau en 2013.

L'activité reste modérée en Amérique latine et dans les Caraïbes

En 2013, en Amérique Latine et dans la Caraïbe, l'activité a ralenti encore légèrement à 2,8 %, toujours en deçà de sa moyenne sur la période 2000-2010.

Au Brésil, l'activité redémarre doucement (+2,3 %). Malgré la dépréciation du real, l'investissement privé reste faible en raison d'une perte de compétitivité et de confiance des entrepreneurs. La politique monétaire stricte et la moindre croissance mondiale contiennent toujours l'inflation (+6,2 %), protégeant les gains de pouvoir d'achat

par rapport à la décennie précédente où l'inflation annuelle était près de deux fois supérieure.

En Argentine et au Venezuela, la croissance reste inférieure à celles enregistrées les années précédentes (respectivement +4,3 % et +1,0 %). Les difficultés à maîtriser leur politique monétaire et leur taux de change ont fortement pesé sur la confiance des investisseurs, portant un coup important sur les réserves monétaires. L'inflation non maîtrisée atteint des niveaux historiques (respectivement +10,6 % et +40,7 %), pesant fortement sur le pouvoir d'achat des ménages. Cette année, la croissance a été faible au Mexique (+1,1 %), les canaux de diffusion de la reprise américaine agissant avec retard. L'inflation est modérée (+3,8 %).

Dans les petites Antilles (îles de l'Organisation des états de la Caraïbe orientale) l'activité est restée morose dans un environnement toujours plus compétitif. Alors que la dette publique poursuit sa dégradation et que les conditions financières sont serrées, le soutien de l'activité par les dépenses publiques reste un défi. La reprise lente de l'activité touristique ne permet pas de réduire le surendettement. Seule l'amélioration de la conjoncture mondiale, en particulier celle des États-Unis, offre des perspectives d'assainissement.

Fabien BREUILH

Pour en savoir plus

Fonds Monétaire International

World Economic Outlook (WEO), "Recovery Strengthens, Remains Uneven", avril 2014.

<http://www.imf.org/external/Pubs/ft/weo/2014/01/pdf/text.pdf>

Regional Economic Outlook, Western Hemisphere, "Rising Challenges", avril 2014.

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2014/whd/eng/pdf/wreo0414.pdf>

Insee

Note de conjoncture, «La zone euro retrouve un peu de tonus», mars 2014.

http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=17&sous_theme=3&page=note.htm

Les comptes de la nation en 2013, «Le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat se stabilise», Insee Première n°1447, mai 2014.

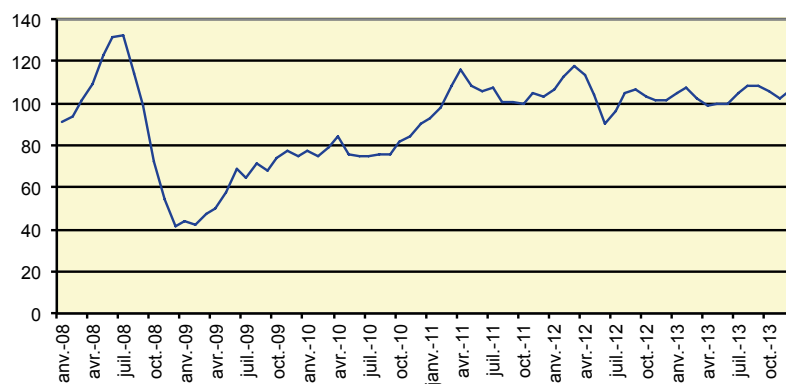
<http://www.insee.fr/fr/fic/ipweb/ip1499/ip1499.pdf>

Contexte national et international

Les prix du pétrole restent élevés

Évolution du prix moyen du baril de Brent, pétrole brut léger (Royaume Uni), moyen (Dubai) et lourd (/Texas) (calcul à pondération égale)

Unité : \$ / baril



Source : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (unctadstat.unctad.org)

Une reprise toujours inégale

Croissance du PIB en 2012 et 2013, projections pour 2014 et 2015

en %

	2011	2012	2013	projections	
				2014	2015
Monde	3,9	3,2	3,0	3,6	3,9
Economies avancées	1,7	1,4	1,3	2,2	2,3
Etats Unis	1,8	2,8	1,9	2,8	3,0
Zone Euro, dont :	1,6	-0,7	-0,5	1,2	1,5
France	2,0	0,3	0,3	1,0	1,5
Allemagne	3,4	0,9	0,5	1,7	1,6
Japon	-0,5	1,4	1,5	1,4	1,0
Pays émergents ou en développement	6,3	5,0	4,7	4,9	5,3
Chine	9,3	7,7	7,7	7,5	7,3
Inde	6,6	4,7	4,4	5,4	6,4
Amérique Latine - Caraïbes	4,6	3,1	2,7	2,5	3,0
Brésil	2,7	1,0	2,3	1,8	2,7
Venezuela	4,2	5,6	1,0	-0,5	-1,0
Amerique Centrale ¹	4,7	4,0	4,0	4,0	4,0
Panama	10,9	4,0	8,0	7,2	6,9
Caraïbes²	2,8	3,5	2,8	3,3	3,3
Haïti	5,5	2,9	4,3	4,0	4,0
République Dominicaine	4,5	3,9	4,1	4,5	4,1
Antigua et Barbuda	-2,1	2,8	0,5	1,6	1,9
Dominique	0,2	3,9	4,1	4,5	4,1
Sainte-Lucie	1,4	-1,3	-1,5	0,3	1,0
Barbade	0,8	0,0	-0,7	-1,2	0,9
Trinidad et Tobago	-2,6	1,2	1,6	2,2	2,2
Suriname	5,3	4,8	4,7	4,0	4,0

¹ Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama

² Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Dominique, Grenade, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Saint Kitts-et-Nevis, Sainte Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines et Trinidad-et-Tobago.

Sources : FMI, World Economic Outlook, avril 2012 sauf (*) Insee, comptes nationaux, base 2005



2013 en quelques dates

1^{er} janvier

Le Port Autonome de la Guadeloupe devient « grand port maritime » (GPM), sous la nouvelle dénomination « Guadeloupe Port Caraïbes ».

18 février

Le ministre des Outre-mer, Victorin Lurel, a inauguré officiellement la nouvelle Université Régionale des Métiers et de l'Artisanat (URMA).

27 février

La loi relative à la régulation économique Outre-mer, dite Loi LUREL, prévoit la constitution d'un « bouclier qualité-prix » portant sur des produits de consommation courante. Le 27 février 2013, un accord sur la composition d'un chariot-type de 100 articles, sur son prix et sur les magasins concernés a été trouvé.

17 avril

Le comité national d'orientation (CNO) de la Banque publique d'investissement (BPI) a été mis en place. Cette structure a notamment pour objectifs de faciliter l'accès au crédit des TPE et PME et d'apporter un soutien pour développer des secteurs d'avenir. Le comité régional d'orientation de la Guadeloupe sera installé en 2014.

27 juin

Jean-Marc Ayrault, Premier ministre, s'est rendu en Guadeloupe. Cette première visite officielle avait pour vocation de traiter de l'emploi, de la politique de la ville, de la défiscalisation et surtout de l'insécurité et de la délinquance. Suite à cette

visite, Jean-Marc Ayrault a acté l'envoi en Guadeloupe d'un renfort de 27 policiers et d'un escadron de 75 gendarmes mobiles.

5 juillet

Le tribunal administratif de Basse-Terre a suspendu l'arrêté autorisant l'épandage aérien au nom du principe de précaution.

15 juillet

Signature d'une convention destinée à favoriser l'exportation et l'internationalisation des entreprises de Guadeloupe. Ce dispositif recouvre notamment la création d'un guichet unique à l'export, un site internet spécifique et un fond d'export, dotation de la Région Guadeloupe.

12 août

Trafikera, système de gestion et d'information routière est opérationnel. Il vise à fluidifier le trafic et à sécuriser les axes routiers.

septembre

L'enquête Kannari est une des actions du 2^{ème} plan interministériel consacré à la pollution par le Chlordécone en Martinique et en Guadeloupe. Le recueil des informations sur le terrain a débuté en septembre 2013 et durera jusqu'en avril 2014.

7 octobre

Installation du nouvel Observatoire des prix, des marges et des revenus. Il englobera l'observatoire des marges, les associations de consommateurs seront désormais membres et un vice-président sera élu dans chaque région.

17 et 18 octobre

Visite de Manuel Valls, ministre de l'Intérieur. Sa venue fait suite à la montée de la violence et à l'insécurité grandissante dans l'île. Ce dernier insiste sur le fait de ne pas réduire les zones de sécurité prioritaires (ZSP) à une simple question d'effectifs. Les ZSP, entrées en vigueur en septembre 2012, ont été mises en place pour se concentrer sur des objectifs ciblés. À Pointe-à-Pitre, le but est de lutter plus efficacement contre les bandes, les vols avec violence, les trafics de drogue. Ces nouvelles méthodes de travail doivent, selon lui, apporter des résultats. Manuel Valls souhaite aussi un renforcement de la coopération judiciaire.

31 décembre

Victorin Lurel, ministre des Outre-mer engage en 2013 une réforme sur le système de fixation des prix des carburants dans les trois DFA, notamment en régulant les marges jugées trop élevées des compagnies pétrolières. Les gérants de stations-services protestent contre le projet de décret sur les prix des carburants dans les départements ultramarins. Ils redoutent une répercussion de cette baisse de profit sur leurs emplois ou leurs loyers. Suite à une grève de cinq jours dans les stations-service, un décret est publié au Journal Officiel du 31 décembre 2013.



L'emploi salarié marchand en forte baisse

A la fin de l'année 2013, l'emploi salarié du secteur marchand est en baisse de 3,5 %. Il est au même niveau que celui qu'à connu la Guadeloupe en 2009 à la sortie de la crise sociale. La baisse de l'emploi touche particulièrement la construction. Moins atteint, le secteur concurrentiel souffre toutefois de la mutation des modes de consommation.

En 2013, l'emploi salarié marchand guadeloupéen est en baisse de 3,5 %. Cette baisse apparaît au terme d'une année marquée par l'inconstance du niveau d'emploi dans les principaux secteurs de l'économie marchande. Ceux-ci ont ainsi exprimé des valeurs en hausse marquée au premier trimestre, mais ce rebond ne s'est pas confirmé au second.

La situation s'est surtout détériorée au troisième trimestre (- 5 %). L'emploi baisse également en Martinique mais de façon moins mar-

quée (- 1,4 %). En 2013, la Guyane reste le seul département français d'Amérique avec un niveau d'emploi en hausse (+ 1,2 %).

Changement de tendance dans le tertiaire marchand

L'emploi salarié dans le tertiaire marchand a été particulièrement fluctuant en 2013. Il a atteint son meilleur niveau au second trimestre pour chuter brutalement au trimestre suivant. Les activités saisonnières habituellement porteuses d'emploi en fin d'année n'ont pas rehaussé le niveau : - 2,7 % en 2013. Les « autres activités de services » avec - 17 %, portent une grosse partie de cette baisse. Le secteur du commerce traditionnel, en baisse de 2,5 %, est confronté au développement progressif de la vente en ligne et de la prudence caractérisée des consommateurs.

Une baisse du niveau d'emploi spectaculaire dans la construction

Le secteur de la construction est le plus touché par la baisse du niveau d'emploi avec - 7 % sur un an. Certes, ce secteur connaît une crise récurrente mais il atteint fin 2013 un niveau bien inférieur à la crise de 2009. Les effets escomptés de l'abrogation de la loi Scellier au

31 décembre 2012 et son remplacement par la loi Duflot ne pourront être décrits qu'après l'année 2014. En l'état actuel, le marché est contraint par les effets conjugués de l'exiguïté du territoire, de l'atonie de la commande publique¹ et les contraintes sur les ressources des ménages.²

Le niveau de l'emploi industriel se maintient

Le niveau d'emploi industriel est stable par rapport à 2012 (+ 0,6 %). Néanmoins, cette stabilité constatée sur un an ne cache pas les grandes variations trimestrielles, signe de frilosité face à l'investissement sur le long terme. Notamment, les emplois baissent dans l'industrie liée à la fabrication de denrées alimentaires et de boissons.

En 2013, un milliard sept cent millions d'euros ont été versés aux salariés du secteur marchand. Ce chiffre est stable par rapport à 2012. Les 15 000 salariés du secteur du commerce en représentent les principaux bénéficiaires, soit le quart des salaires versés.

Guy MYSTILLE

Pour en savoir plus

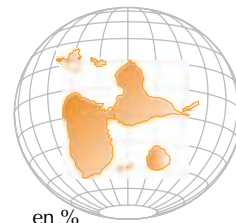
G. Mystille, N. Prud'homme, « L'emploi salarié marchand aux Antilles-Guyane », Insee Premiers Résultats n° 98, décembre 2013.
http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=26&ref_id=20591

les mesures de restriction budgétaire de l'État et des collectivités territoriales qui concernent notamment les travaux publics.

sur lesquels pèsent des conditions plus strictes de crédit immobilier imposées par les banques, ménages par conséquent moins enclins à acquérir une résidence.

¹ les mesures de restriction budgétaire de l'État et des collectivités territoriales qui concernent notamment les travaux publics.

² sur lesquels pèsent des conditions plus strictes de crédit immobilier imposées par les banques, ménages par conséquent moins enclins à acquérir une résidence.



Chiffres clés de l'emploi salarié

Guadeloupe	Emplois salariés (en milliers)		Contribution des secteurs (en %)	
	2012	2013	2012	2013
Industrie	8,5	8,6	0,1	0,0
Construction	7,6	7,1	0,0	-0,1
Tertiaire marchand	49,2	47,4	0,1	0,4
Total	65,4	63,1	0,3	0,3

Source : Insee-EPURE - 2013T4 provisoire .

Dynamisme en Guyane, dégradation en Guadeloupe et en Martinique Évolution annuelle de l'emploi salarié marchand dans les secteurs concurrentiels

Poste d'activité du tertiaire marchand	en %		
	Guadeloupe	Martinique	Guyane
Commerce	-2,7	-2,5	1,0
Autres activités de services	-17,3	-7,9	-12,1
Transport et entreposage	-0,2	-1,8	7,4
Hébergement et restauration	-7,7	0,3	1,3
Information et communication	2,8	0,6	2,5
Activités financières et d'assurance	-2,0	0,3	12,0
Activités immobilières	-1,9	-6,9	2,5
Activités Scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	0,2	3,6	4,7
Ensemble tertiaire marchand	-3,6	-1,1	2,0

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs
Lecture : l'évolution en glissement annuel rapporte les effectifs du 31 décembre 2013 aux effectifs du 31 décembre 2012.

L'ensemble n'inclut pas l'agriculture et pêche.

Les évolutions ainsi que le poids du commerce et des services sont calculés par rapport à l'ensemble du secteur tertiaire marchand et non à l'emploi total.

Source : Insee-EPURE - 2013T4 provisoire.

Une évolution plus favorable en Guyane qu'en Martinique et en Guadeloupe Emploi salarié par DOM et par secteur

	Emplois salariés (en milliers)	Glissement annuel			
		Industrie (%)	Construction (%)	« Tertiaire marchand (%) »	Total (%)
Guadeloupe	63,1	0,6	-7,1	-3,6	-3,5
Martinique	62,7	0,8	-6,3	-1,1	-1,4
Guyane	27,6	3,6	-4,1	2,0	1,2
Total	153,5	1,3	-6,1	-1,7	-1,8

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee-EPURE - 2013T4 provisoire.

Avertissement

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.



Le chômage continue son ascension

Le chômage est en hausse en 2013 en Guadeloupe. Le nombre de demandeurs d'emploi continue d'augmenter à un rythme moins élevé que dans l'hexagone. Parmi les demandeurs, les femmes sont surreprésentées et le nombre de seniors ne cesse de progresser.

La demande d'emploi progresse modérément ...

En 2013, toutes catégories confondues, 67 300 demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle emploi, soit 2,5 % de plus sur un an. Cette progression proche de celle enregistrée en Martinique (2,8 %) est bien moindre que celle de la Guyane (10,5 %). Elle est deux fois moins élevée que celle de l'hexagone (5,8 %).

La majorité des demandes d'emploi relève de la catégorie A. Cette catégorie représente 83 % des demandes d'emploi fin 2013. Les femmes sont toujours surreprésentées dans la demande d'emploi, cependant leur part a sensiblement reculé depuis le début de la crise (59,4 % en 2008). En cinq ans, les demandes d'emploi des seniors ont plus que doublé, en catégorie A pour atteindre 24 %. Plusieurs raisons expliquent cette évolution : le vieillissement de la population active, la suppression des mesures d'âge ou encore l'allongement des durées de cotisation.

La demande d'emploi d'un an ou

plus augmente de 2,2 % et représente 55,6 % des demandes d'emploi.

Le niveau de formation des inscrits progresse lui aussi régulièrement. La part des demandeurs d'emploi de niveau baccalauréat et au-delà, a progressé de plus neuf points depuis 2003 et atteint 30,6 % en 2013.

...mais le taux de chômage reste élevé

En 2013, 44 600 individus étaient au chômage au sens du BIT. La Guadeloupe détient le taux de chômage le plus élevé des DFA avec 26 %, suivi de la Martinique 22,8 % et de la Guyane, 21,3 %. Il est très au-dessus du taux de la France métropolitaine (10,5 % en 2013T2). Les 15-24 ans sont les plus touchés (59,8 %) ainsi que les femmes (28,4 %). Le meilleur atout pour échapper au chômage reste le diplôme. En effet, les titulaires d'un diplôme de niveau supérieur sont mieux protégés avec un taux à 12 %, contre 27 % pour les CAP/BEP, 28 % pour les bacheliers, 35 % pour les non diplômés. Le retour à l'emploi reste difficile pour les Guadeloupéens, seulement 17 % des individus au chômage en 2012 ont trouvé un emploi en 2013.

Le temps partiel gagne du terrain

Parmi les personnes en emploi, 21,4 % sont à temps partiel et parmi ces derniers 11,6 % déclarent le subir. Les femmes sont majoritaires avec 29,4 % contre 17,6 % pour les hommes. Les moins de

25 ans sont eux aussi très concernés par cette forme d'emploi, 52,3 % d'entre eux peinent à trouver un emploi durable. Pour les 25-49 ans et celle des 50-64 ans, la proportion est plus modérée, respectivement 23,1 % et 21,3 %.

Les femmes sont nombreuses dans le halo

Dans le halo du chômage, se situent 15 000 Guadeloupéens, soit 30 % des inactifs âgés de 15 à 64 ans. Plus de la moitié de cette frange de population souhaitant et/ou ne recherchant pas activement un emploi est âgée de 25 à 49 ans, soulignant ainsi les difficultés pour trouver un emploi surtout aux âges élevés. Les femmes, plus concernées par l'inactivité (59,3 %) y sont très nombreuses avec un taux à 66 %.

Les Îles-du-Nord

En 2013, 4 631 demandeurs d'emploi sont inscrits en catégorie A dans les Îles-du-Nord (4 301 à Saint-Martin et 330 à Saint-Barthélemy). À Saint-Martin, l'augmentation est de 6 % par rapport à 2012 (244 inscrits supplémentaires). Les femmes représentent une part importante de la demande d'emploi (58,5 %), en baisse néanmoins. La hausse du nombre de femmes a été en effet plus limitée en 2013 (+ 1,8 %) en comparaison de celle de leurs homologues masculins (+ 12,6 %). La demande d'emploi de longue durée reste encore moins fréquente dans les Îles-du-Nord qu'en Guadeloupe (38,5 % contre 55,6 %). À Saint-Martin, elle représente 39,1 % des demandes mais augmente rapidement (33,8 % fin 2012). Les faibles niveaux de formation (niveaux Vbis et VI) sont très présents à Saint-Martin (41,5 %) soit 10 points de plus qu'en Guadeloupe (31,0 %). Toutes catégories confondues (ABCDE), la demande d'emploi s'élève à 4 865 à Saint-Martin et augmente de 6,4 % sur un an.

J. ROMAN, et C. DARMALINGON (Dieccte)
M. JEANNE-ROSE, J. NACITAS (Insee)

Définitions

Le taux d'emploi est le rapport entre le nombre d'actifs occupés et l'ensemble de la population correspondante.

Le « halo » autour du chômage : ce sont des personnes qui souhaitent travailler mais sont « classées » comme inactives, soit parce qu'elles ne sont pas disponibles pour travailler dans les deux semaines, soit parce qu'elles n'effectuent pas de démarche de recherche d'emploi.

Taux du « halo » autour du chômage des 15-64 ans est le rapport du nombre d'individus dans le « halo » de 15 à 64 ans sur le nombre total d'individus de la même classe d'âge.

Actif : personne ayant un emploi et chômeurs au sens du BIT.



Chiffres clés du chômage

	2012	2013	Évolution (%)
Taux de chômage (%)	24,0	26,4	10,0
Nombre de personnes en emploi	124 657	124 550	-0,1

Champ : Guadeloupe, population des ménages, personnes de 15-64 ans (âge au 31 décembre).

Source : Insee, Enquête Emploi DOM 2013.

Le taux d'emploi reste stable Taux d'emploi et objectifs européens

	2012	2013	Évolution (%)
Taux d'emploi des 15-64 ans	48,2	48,2	70
Taux d'emploi des femmes de 15-64 ans	44,9	44,6	60
Taux d'emploi des 55-64 ans	47,8	51,2	50
Personnes ayant un emploi	124 657	124 550	///
Hommes	61 255	61 678	///
Femmes	63 402	62 872	///

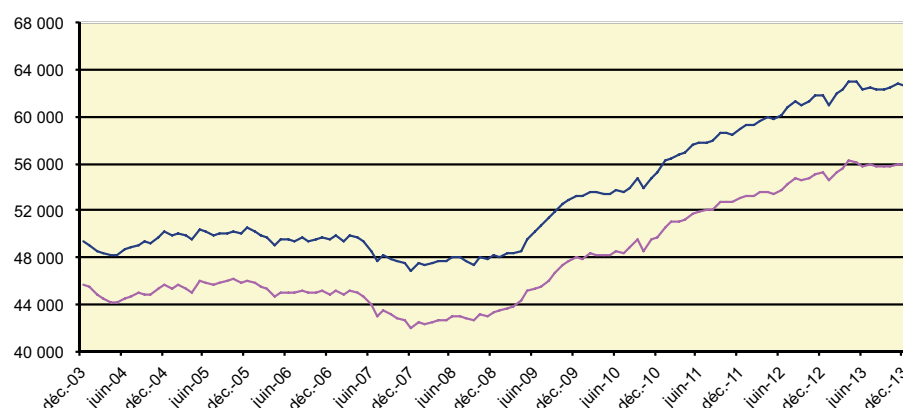
Champ : Guadeloupe, population des ménages, personnes de 15-64 ans (âge au 31 décembre).

Source : Insee, Enquête Emploi DOM 2013.

Les demandeurs d'emploi de catégories A et A, B, C progressent moins rapidement en 2013

Demandeurs d'emploi en CVS de catégorie A et ABC à pôle-emploi en Guadeloupe hors îles du Nord

en nombre



Source : Dares STMT, Pôle emploi.



Chute des créations d'entreprises

En 2013, les créations d'entreprises chutent de 12 % en Guadeloupe en raison principalement de la forte baisse des créations d'auto-entreprises (- 20 %). Les entreprises créées sous ce statut ne représentent plus que 38 % des créations d'entreprises en 2013, pour 42 % l'année passée. Neuf entreprises sur dix n'emploient pas de salarié, au moment de leur création.

En 2013, 4 400 entreprises ont été créées en Guadeloupe, soit 12 % de moins qu'en 2012. Cette baisse du nombre de créations d'entreprises concerne 21 des 26 régions françaises. Après la Guyane, la plus forte baisse se constate en Guadeloupe. Elle s'explique surtout par une chute des créations d'auto-entreprises (- 20 %). En 2013, 38 % des créations d'entreprises guadeloupéennes sont sous le statut de l'auto-entreprise, pour 42 % l'année passée.

Le statut de l'auto-entrepreneur marque le pas

Cette désaffection des créateurs guadeloupéens pour ce statut s'intensifie, sous l'effet de la mise en place du dispositif de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (EIRL), accessible depuis le 1^{er} janvier

2011. En effet, ces nouvelles mesures permettent à l'entrepreneur individuel de protéger ses biens personnels de ses créanciers professionnels en créant un patrimoine spécialement affecté à son activité indépendante. Ainsi, la part d'entreprises individuelles, hors auto-entreprises, a augmenté.

La part des sociétés est en progression : 31 % des créations, contre 27 % en 2012. Les sociétés à responsabilité limitée (SARL) restent majoritaires, mais, leur part décroît : 74 % des créations de sociétés, après 80 % en 2012. La part des sociétés par actions simplifiées (SAS) continue aussi de diminuer (7 % après 10 % en 2012 et 14 % en 2011).

Une création d'entreprise sur cinq dans le commerce

En 2013, le secteur du commerce reste le premier gisement de créations dans l'économie de la Guadeloupe, avec 870 créations, il représente 20 % du renouvellement des entreprises guadeloupéennes. Dans ce secteur, les créateurs ont privilégié le statut de l'EIRL : 40 % des nouvelles unités sont sous ce régime. Les auto-entreprises rassemblent 27 % des créations du secteur, pour 33 % en 2012.

Le soutien aux entreprises (activités juridiques, comptables, de gestion, de services administratifs, ...) demeure le deuxième secteur de créations d'entreprise, en rassemblant 12 % des nouvelles entreprises. Dans ce secteur, le statut de l'auto-entre-

preneur reste le plus choisi (40 % des créations du secteur). Le secteur de la construction regroupe 500 créations d'entreprises, soit 11 % du total.

Forte baisse des créations d'entreprises dans les services

En 2013, les baisses des créations d'entreprises sont particulièrement marquées dans les secteurs des « autres activités de services » (- 30 %), l'information et la communication (- 19 %) et le commerce (-19 %). Le repli des immatriculations d'auto-entreprises explique pour partie ces diminutions. Les seuls secteurs où les créations augmentent sont les « activités immobilières » (+ 7 %) et l'industrie (+ 1 %).

La quasi-totalité des créations n'ont pas de salarié

Neuf entreprises créées sur dix sont des unités sans salarié du fait notamment de la part importante des entreprises individuelles y compris les auto-entreprises. Elles ne génèrent qu'un seul emploi, celui du créateur. Les secteurs où les entreprises sont le plus souvent employeuses au moment de leur création sont la construction (17 %) et l'industrie manufacturière (18 %).

Cynthia DUCHEL

Définitions

Entreprises : sont désignées, ici, les unités légales marchandes inscrites au Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene). Cela ne correspond pas au concept d'entreprise, acteur économique introduit par la loi de modernisation de l'économie (LME).

Auto-entrepreneur : Le régime de l'« auto-entrepreneur » entré en vigueur au 1^{er} janvier 2009, s'applique aux personnes physiques qui créent ou possèdent déjà une entreprise individuelle pour exercer une activité commerciale, artisanale ou libérale (hormis certaines activités exclues), à titre principal ou complémentaire



Chiffres clés des créations d'entreprises

	(en nombre)	(en évolution)	(en effectifs salariés au moment de la création)
Créations d'entreprise	4 413	-11,80%	1 558
Contribution des principaux secteurs			
Commerce	869	-18,8	205
Construction	496	-10,3	546
Industrie	284	0,7	276
Enseignement, santé et action sociale	560	-14,0	34
Transport, hébergement et restauration	560	-9,5	135
Activités spécialisées et de services administratifs et de soutien	963	-2,4	248

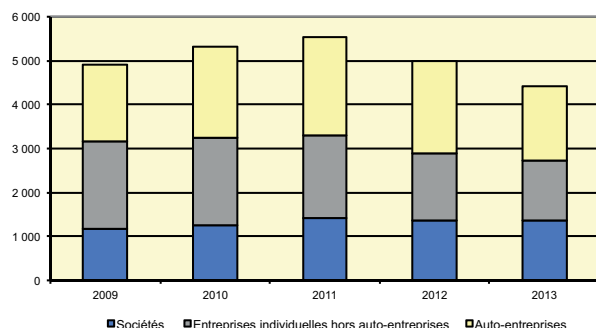
Champ : Guadeloupe, population des ménages, personnes de 15-64 ans (âge au 31 décembre).

Source : Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements).

Baisse des créations d'entreprises

Evolution du nombre de créations d'entreprises selon la catégorie juridique

en nombre



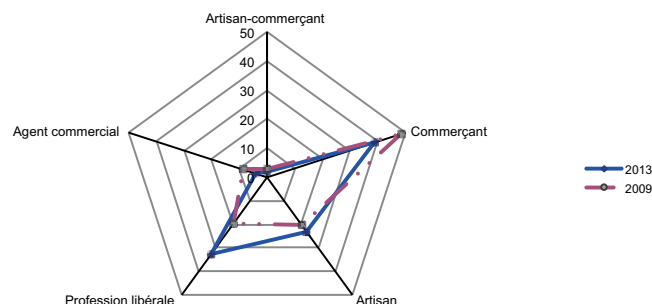
Lecture : Depuis 2011, le nombre de créations de sociétés est stable autour de 1 400 entreprises.

Champ : Ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements).

Les professions libérales plus nombreuses qu'en 2009

Répartition des créateurs d'entreprises individuelles selon leur catégorie professionnelle en %



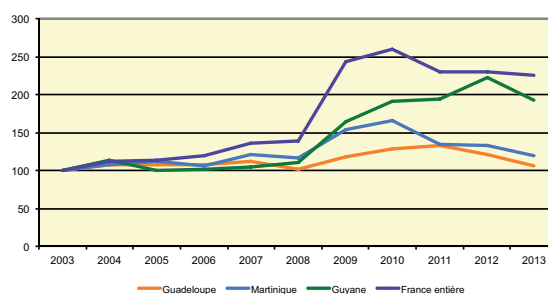
Lecture : en 2013, 33 % des créateurs d'entreprises individuelles exercent une profession libérale, après 19,5 % en 2009

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles

Source : Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements).

Le statut de l'auto entreprise a dopé la création d'entreprise à partir de 2009

Évolution du nombre des créations d'entreprises (indices base 100 en 2003)



Source : Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements).



L'activité bancaire se maintient en 2013

Dans une conjoncture économique fragile, le financement de l'économie continue de croître en 2013 mais à un rythme moins marqué qu'en 2012. La collecte des dépôts demeure toutefois bien orientée, avec des actifs financiers qui progressent.

L'activité bancaire se maintient difficilement en 2013, à l'instar d'une conjoncture encore fragile dans le département. À 8,1 milliards d'euros, l'encours sain des crédits enregistre une hausse de 2,9 % sur un an. Cette évolution est proche de celle observée en 2012, mais nettement en deçà des taux de croissance relevés en 2011 (+ 7,1 %) et 2010 (+ 6,4 %). Par comparaison, l'encours progresse de façon moins dynamique en Martinique (+ 0,2 %) et dans l'Hexagone (+ 1,3 %). Les entreprises demeurent les principales bénéficiaires du financement bancaire, avec 46,0 % de l'encours sain, suivies par les ménages (38,9 %) et les collectivités locales (11,0 %).

Tassement des crédits aux entreprises

L'activité de crédit aux entreprises progresse peu en 2013. À 3,7 milliards d'euros, l'encours augmente de seulement 0,6 % (après + 2,5 % en 2012). Cette évolution est la plus faible observée depuis 2009.

Les crédits immobiliers, qui représentent 56,0 % de l'encours sain des entreprises, enregistrent un taux de croissance annuel historiquement bas à + 1,7 %. Les crédits d'investissement connaissent

un timide redressement en fin d'année (+ 0,9 % sur un an après). Les crédits à l'équipement renouent avec une croissance positive (+ 2,9 % après - 6,5 % en 2012), en dépit d'une nouvelle diminution de l'effort d'équipement des entrepreneurs individuels (- 3,3 %). Le recours aux crédits d'exploitation diminue pour la sixième année consécutive (- 7,3 % après - 3,1 % en 2012). L'ensemble des catégories de crédits de court terme s'inscrit en repli, à l'exception des crédits d'affacturage, qui augmentent de 13 %.

Évolution contrastée des crédits aux ménages

Quoique ralentie, l'activité de crédit aux ménages se maintient fin 2013 : l'encours s'établit à 3,2 milliards d'euros et croît de 4,1 % sur un an, après une hausse de 4,9 % en 2012. L'évolution observée est exclusivement imputable à la croissance des crédits à l'habitat. Ces derniers progressent de 6,0 % et représentent désormais 68,4 % de l'ensemble des crédits aux ménages guadeloupéens. En revanche, dans un contexte économique peu propice, l'encours des crédits à la consommation reste stable sur l'année.

Croissance dynamique des crédits aux collectivités locales

Les crédits alloués au secteur public, qui concentrent 11 % de l'activité de crédit, s'élèvent à 890,7 millions d'euros à fin 2013. L'encours enregistre une hausse de 6,1 % (après + 2,2 % en 2012). Les crédits d'investissement (97,5 % de l'ensemble), connaissent une accélération de leur rythme de croissance (+ 8,2 %). L'encours total est porté à hauteur de 87,6 % par les établissements de crédit locaux (ECIL).

Diminution des créances douteuses

L'encours des créances douteuses brutes de la place bancaire s'inscrit en net repli (-10,6 %) pour s'établir à 492,3 millions d'euros à fin 2013. La proportion de créances douteuses dans l'ensemble des crédits consentis diminue sensiblement pour s'élever à 6,8 %. Néanmoins, ce taux est plus élevé que celui relevé dans l'ensemble des DOM (6,1 %).

Bonne orientation des actifs financiers

La collecte nette d'épargne reste dynamique en 2013. À 7,4 milliards d'euros, les actifs financiers des agents économiques de Guadeloupe augmentent de 4,3 %, soit une évolution proche de celle observée en 2012 (+ 4,7 %). Cette hausse, davantage imputable aux ménages (+ 3,6 %) qu'aux entreprises (+ 2,1 %), est légèrement supérieure à la croissance annuelle moyenne des quatre dernières années (+ 4,1 %).

Les dépôts à vue, principaux actifs financiers détenus par les agents (35,2 %), affichent une hausse plus soutenue qu'en 2012 (+ 6,8 % après + 4,0 % en 2012). Les comptes d'épargne à régime spécial restent bien orientés (+ 5,0 %), bénéficiant du dynamisme des livrets A (+ 6,9 %) et des livrets de développement durable (+ 16,6 %). L'épargne longue continue pour sa part de progresser mais à un rythme également ralenti (+ 2,8 % après + 5,6 % en 2012), en raison du tassement de l'assurance-vie. Néanmoins, cette dernière demeure le premier produit d'épargne à long terme (63,9 % des actifs financiers).

Cindy MORIS et Lorry HAJJAR,
IEDOM

Définitions

Encours de crédit brut : total des crédits restant dus.

Créances douteuses : encours de crédits pour lequel il existe un risque avéré de non remboursement.

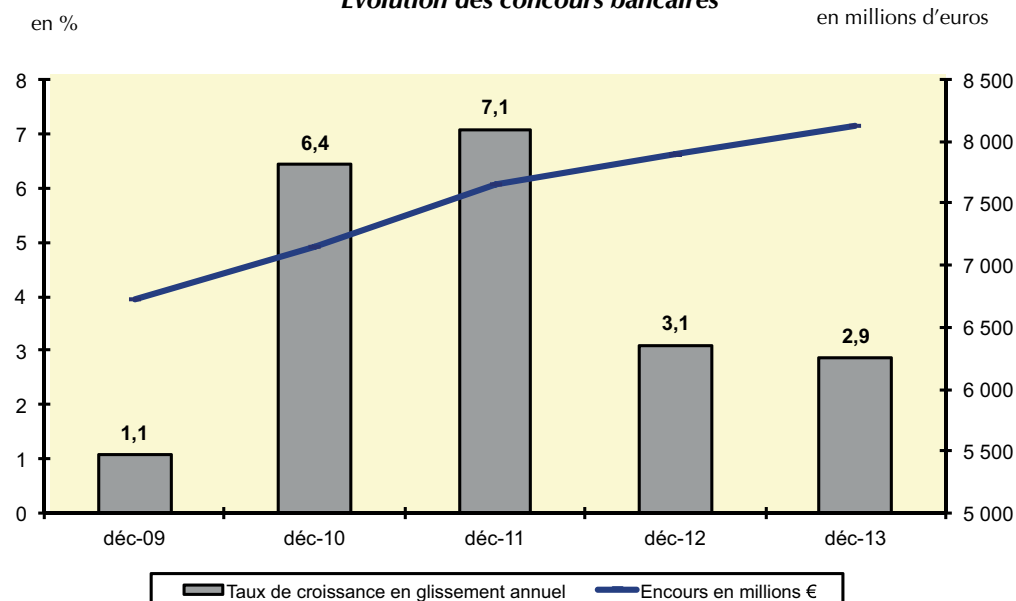
Encours de crédit sain : encours de crédit brut - créances douteuses.

Liquidité : aptitude d'un actif à être converti rapidement, à faible coût et sans perte de valeur nominale, en monnaie.



Ralentissement de la croissance des encours de crédit

Évolution des concours bancaires

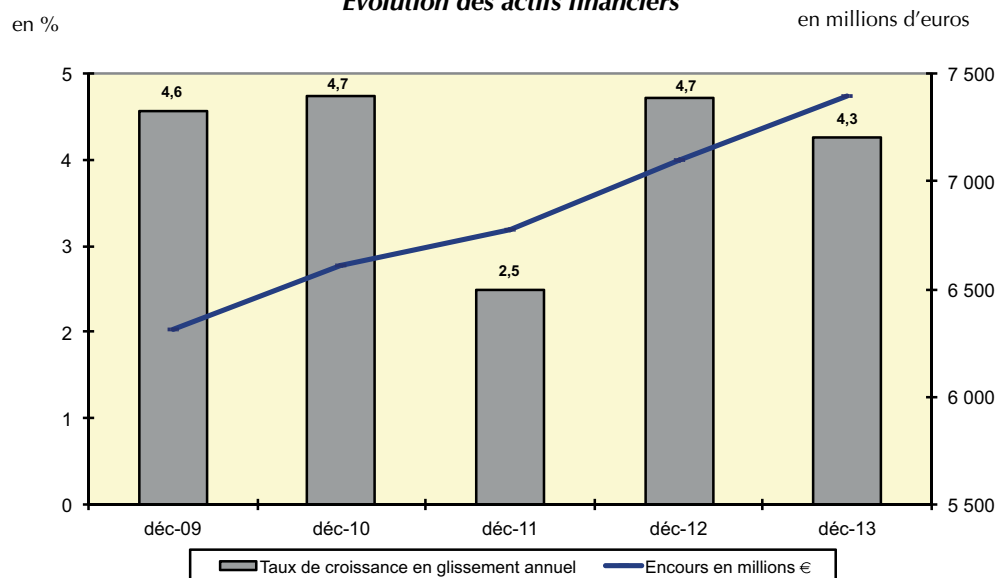


Note de lecture : En Décembre 2013, à près de 8124 millions d'euros, l'encours des crédits enregistre une hausse de 2,9 % sur un an.

Source : IEDOM.

Croissance dynamique des actifs financiers

Évolution des actifs financiers



Note de lecture : En Décembre 2013, les actifs financiers augmentent de 4,3 % pour atteindre un total d'encours de 7399 millions d'euros

Source : IEDOM.



Faible variation des prix en 2013

En 2013, les prix à la consommation des ménages en Guadeloupe ont progressé en moyenne de 0,9 %. Cette augmentation moins importante qu'en 2012, reste cette année encore, identique à celle de la Métropole. Hormis l'énergie, tous les postes contribuent à cette évolution.

Évolution modérée dans l'alimentation

Les prix de l'alimentation augmentent moins fortement en 2013 (+ 2,1% après + 3,1 % en 2012). Cette évolution s'explique par l'augmentation des prix de l'alimentation hors produits frais (+ 2,7 %), proche de celle de l'année 2012. Les postes « Pain et céréales » (+ 3,0 %), « viandes » (+ 2 %) et « Boissons non alcoolisées » (+ 2,6 %) contribuent principalement à cette augmentation.

La forte hausse des prix du tabac, en moyenne de 4,2 % sur un an, a une influence inflationniste négligeable sur l'indice des prix.

Les produits manufacturés restent relativement stables

En moyenne, les prix des produits manufacturés renchérissent peu : + 0,3 % en 2012, + 0,5 % en 2013. Cette légère reprise s'explique essentiellement par l'accroissement des prix des « autres produits manufacturés » (+ 0,8 %). Cependant, même si les prix de l'habillement et chaussures rebondissent (+ 0,5 %), ils impactent peu les prix des produits manufacturés. Ceux des « produits de santé » continuent de fléchir en 2013 (- 2,5 %) après une précédente baisse de 1,8 % en 2012.

Ralentissement des prix des services

Les prix des services progressent moins en 2013 (+ 1,0 %) qu'en 2012 (+ 1,7%). Le ralentissement des prix

des « autres services » (+ 1,3 % après + 2,4% en 2012) en est la cause. Le poste des services d'hébergement augmente de 4,6 %, celui des « loyers et services rattachés », de 1,4 %. La hausse des loyers d'habitation réels atteint 1,5 %. Les prix des services de transports fléchissent de 0,5 % (après une hausse de 1,5 % en 2012) en raison principalement des variations des tarifs aériens. Les prix des services de santé renchérissent timidement (+ 0,4 %) après la baisse de 0,2 % affichée en 2012.

Forte régression des prix de l'énergie

En 2013, les prix de l'énergie régressent en moyenne de 0,3 % après 4,9 % de hausse en 2012. Dans ce poste, la plus forte baisse concerne les prix des produits pétroliers : - 1,9%, faisant suite à la hausse de 5,8 % en 2012. La bouteille de gaz baisse en moyenne de 6,5 %, à l'inverse des prix de l'électricité : + 5,3 % en moyenne sur un an. Contrairement à 2012, la Guadeloupe connaît cette année la plus faible inflation des trois DFA(+1,4 % en Guyane et +1,2% en Martinique). Le ralentissement des prix observé dans les trois DFA est plus marqué en Guadeloupe, seule région à afficher les mêmes taux que ceux de la Métropole depuis 2012.

Evelyn RAGOT



Chiffres clés des prix à la consommation

indice base 100 année 1998

	Variation 2012/2013	Contribution à la hausse des prix en 2013	Évolution des prix en Guadeloupe	
Alimentation	2,1	0,4	2004	109,0
Services	1,0	0,4	2005	112,5
Produits manufacturés	0,5	0,1	2006	114,8
Tabac	4,2	0,0	2007	116,3
Energie	-0,3	0,0	2008	118,9
Ensemble	0,9	0,9	2009	120,4
Ensemble hors Tabac	0,9	0,9	2010	122,5
			2011	125,6
			2012	128,0
			2013	129,2

Source : Insee, Dirag.

Source : Insee, Dirag.

Moins de 1 % d'inflation en Guadeloupe

Indice des prix à la consommation de Guadeloupe

en indice et %

Indice base 100 année 1998

Regroupements	Pondérations 2013	Indices 2012 moyen	Indices 2013 moyen	Variation 2012/2013	Contributions à la hausse des prix en 2013
Alimentation	1 852	131,5	134,3	2,1	0,4
Produits Frais	378	127,7	127,4	-0,2	0,0
Alimentation hors produits frais	1 474	130,7	134,2	2,7	0,4
Tabac	47	426,4	444,2	4,2	0,0
Produits manufacturés	3 007	107,3	107,8	0,5	0,1
Habillement et chaussures	497	89,2	89,6	0,5	0,0
Produits de santé	231	90,0	87,7	-2,5	-0,1
Autres produits manufacturés	2 279	116,4	117,3	0,8	0,2
Énergie	961	165,5	165,0	-0,3	0,0
Produits pétroliers	748	184,5	181,0	-1,9	-0,1
Services	4 133	130,3	131,5	1,0	0,4
Loyers et services rattachés (1)	813	135,9	137,7	1,4	0,1
Services de santé	194	132,7	133,2	0,4	0,0
Transports et commu- nications	756	116,0	115,3	-0,7	0,0
Autres services (2)	2 370	130,6	132,3	1,3	0,3
Ensemble	10 000	128,0	129,2	0,9	0,9

« (1) Les services rattachés représentent les produits et les services pour la réparation et l'entretien du logement, l'adduction d'eau, l'enlèvement des ordures et les services d'assainissement. »

« (2) Les autres services regroupent : les soins personnels, la protection sociale, les assurances, les services financiers... »

Source : Insee - Dirag, indice des prix à la consommation.



Une mauvaise campagne sucrière

La campagne sucrière 2013, en baisse de 24 %, atteint l'un des niveaux les plus faibles de la décennie. Elle se termine six semaines plus tôt que la précédente. La production de rhum en pâtit et baisse de 10 %. Les exportations de bananes continuent d'augmenter grâce à une surface de production qui progresse. Les abattages contrôlés restent relativement stables, malgré la fermeture de l'abattoir de Sainte-Rose à partir du mois d'octobre.

En 2013, le volume de cannes à sucre livré aux usines de Gardel et de Marie-Galante atteint 448 020 tonnes. Il est en diminution de 24 % comparé à l'année 2012 (585 600 tonnes), et constitue l'un des plus faibles de la décennie. De plus, la campagne a été écourtée de six semaines en raison d'un conflit social qui a entravé la plantation de nouvelles parcelles, d'un manque de trésorerie qui a reporté les opérations de replantation et enfin, de la faible rentabilité des parcelles qui a favorisé la disparition de certaines d'entre elles. Du 24 janvier au 18 mai, 385 270 tonnes de cannes à sucre ont été broyées à l'unité de Gardel, diminuant de 24 % en comparaison à 2012 (505 930 tonnes). A Marie-Galante, la campagne sucrière 2013 s'est étalée du 13 mars au 17 mai produisant 62 750 tonnes de cannes broyées. Elle est en diminution de 21 % par rapport à 2012. Le plus gros volume de cannes à sucre est acheminé du bassin cannier de la

Basse-Terre (41 %) vers Gardel. La production de sucre atteint 45 370 tonnes, en diminution de 15 % en comparaison à l'année 2012. La richesse saccharine moyenne est de 9 % pour 8 % en 2012. Cette hausse a permis de modérer la baisse de production de sucre causée par la chute du tonnage de cannes à sucre broyées. L'importante diminution du volume de cannes à sucre broyées a interpellé les différents acteurs de la filière. Un plan d'action a été mis en place, conduisant notamment à un programme de replantation. Près de 20 % de la sole cannière a été renouvelé au cours de l'inter campagne afin d'améliorer les récoltes suivantes.

Baisse de la production de rhum

En 2013, la production de rhum enregistre une baisse de 10 % par rapport à 2012 et atteint 73 940 hectolitres d'alcool pur. Les exportations ont pâti de la baisse de la production pour s'établir à 50 080 HAP, soit 21 % de moins qu'en 2012. La commercialisation sur le marché local croît de 3 % et s'élève à 18 370 HAP.

Poursuite des expéditions de bananes

Au cours de l'année 2013, les expéditions totales de bananes de la Guadeloupe vers l'Union européenne progressent de 10 % par rapport à 2012 pour atteindre 71 120 tonnes. La surface brute destinée à la culture de la banane progresse et atteint 2 130 ha grâce aux récentes installations sur la Grande-Terre. La mise en place de nouvelles surfaces de production a débuté en 2012 (+ 4 % par rapport à 2011), année où la cercosporiose noire est apparue sur l'ensemble du territoire

guadeloupéen.

Le montant du Programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité (POSEI) pour la filière banane s'élève en 2013 à 129,1 M€ pour la Martinique et la Guadeloupe. Le prix moyen départ quai ou frontière a augmenté en 2013 par rapport à 2012 pour les divers pays exportateurs. La banane antillaise bénéficie d'une augmentation de 6 centimes d'euros et s'évalue à 0,77 €/kg contre 0,71 €/kg en 2012.

Légère baisse des abattages contrôlés en 2013

De janvier à septembre 2013, trois abattoirs agréés sont fonctionnels en Guadeloupe. Ils ont permis la production de 25 685 carcasses, soit une baisse de 1 % par rapport à 2012. L'abattoir de Sainte-Rose, spécialisé dans l'espèce porcine, a été détruit, à la suite d'un incendie déclaré le 20 septembre 2013.

Le nombre de têtes de bovins abattues (7 925) s'amenuise de 2 % par rapport à 2012, équivalant à un poids carcasse de 1 710 tonnes, entraînant une baisse du tonnage de viande bovine de 4 % par rapport à 2012, (après - 7 % entre 2012 et 2011). Le nombre de têtes de porcins abattues (16 830) baisse de 2 % par rapport à 2012. L'équivalent poids carcasse atteint 1 450 tonnes et s'améliore de 12 % par rapport à 2012, après 7 % de hausse enregistrée entre 2012 et 2011.

Le nombre de têtes de caprins abattues enregistre une hausse de 10 % pour un poids de 8 tonnes. Le pic des abattages (190 têtes de caprins) se situe au mois de mars (période pascalle).

Alexandre DUCROT (DAAF)



Chute du nombre de cannes broyées Les chiffres clés de la filière canne

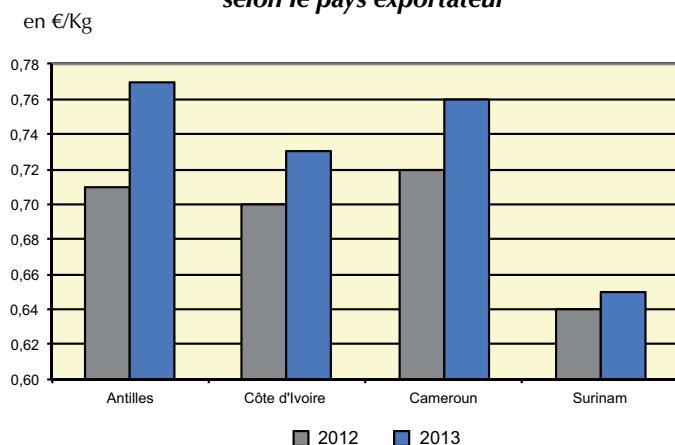
en tonnes et en euros/tonne

	2013	2012
Canes broyées (tonne)		
* usines	448 022	585 600
* distilleries	56 814	73 059
Prix payés planteurs (euros/t)		
* part usines	33,49	29,97
* part Etat	25,77	24,95
* distilleries	65,94	66,08
* rémunération bagasse (Gardel)	9,09	11,96
Sucre produit (tonne)	45 366	53 499
Richesse en saccharine	9,26	8,33
Mélasse (tonne)	16 632	26 194
Rhum agricole et sucrerie (HAP)		
*production	73 938	81 950
*marché local	18 367	17 808
*exportation	50 079	63 613

HAP : hectolitre d'alcool pur.

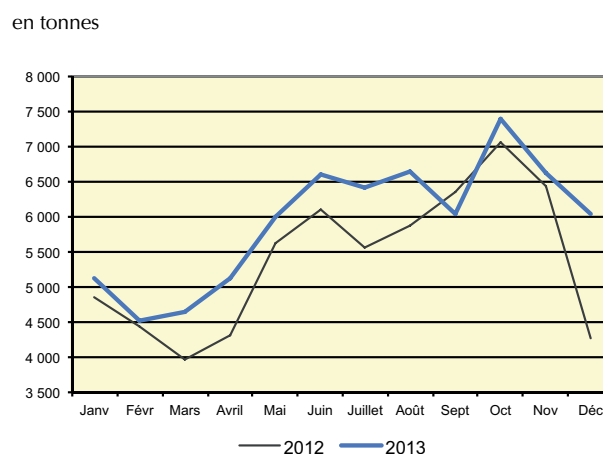
Source : Syndicat des producteurs de sucre et de rhums et Direction régionale des douanes.

Augmentation du prix moyen départ quai Prix moyen stade quai (pondéré par les volumes) selon le pays exportateur



Source : Cirad.

Hausse des expéditions de bananes Expéditions mensuelles de bananes arrivées à quai



Source : Cirad.



Repli des autorisations de construire

En 2013, le nombre de logements individuels et collectifs autorisés à la construction recule de 8 % par rapport à 2012. La construction de logements individuels atteint même son plus bas niveau. A l'échelle intercommunale, Cap Excellence (Abymes, Baie-Mahault et Pointe-à-Pitre) est particulièrement concernée par ce recul de la construction.

En 2013, 3 500 permis de construire ont été délivrés : 59 % concernent des logements individuels, 36 % des logements collectifs et 5 % des logements en résidence. La construction de logements individuels reste le moteur de la construction de logements neufs en Guadeloupe. Au total, 3 300 logements individuels et collectifs ont été autorisés à la construction, soit une baisse de 8 % par rapport à 2012. Sur les cinq dernières années, seule l'année 2010 avait connu un sursaut. Depuis, le nombre de nouveaux logements individuels ne cesse de diminuer, pour atteindre en 2013 son plus faible niveau à 2 080 logements. Entre 2012 et 2013, les autorisations de logements individuels et collectifs baissent respectivement de 9 % et 6 %.

Cap Excellence particulièrement concernée par la baisse des autorisations

En 2013, les communautés d'agglomération de Cap Excellence et du Nord Basse-Terre (CANBT), avec chacune près de 1 000 projets de construction en individuel ou en collectif, rassemblent 57 % des autorisations de construire de l'ensemble du département. La Communauté de communes du Sud-Est Grande-Terre «La riviéra du Levant», regroupe 660 autorisations, soit 20 % des projets.

Entre 2012 et 2013, la construction de nouveaux logements individuels et collectifs a chuté de 16 % à Cap Excellence tandis qu'elle progressait de 4 % dans la communauté d'agglomération du Nord Basse-Terre. En particulier, les projets de construction de logements collectifs ont diminué de 35 % à Cap Excellence alors qu'ils ont progressé de 34 % au sein de la communauté d'agglomération du Nord Basse-Terre. La désertion de la région pointoise au profit des communes du Nord Basse-Terre pourrait être une explication. Après avoir connu une période de stabilité (2009-2012), la communauté de communes du Sud-Est Grande-Terre « La Riviera du Levant », a vu son parc augmenter de 5 %, en 2013. Dans la communauté d'agglomération du Nord Grande-Terre, les autorisations de construire des logements individuels et col-

lectifs stagnent depuis 2010. En cinq ans, cette communauté d'agglomération a perdu 73 % de projets de construction de logements collectifs et 27 % de logements individuels.

Les Abymes, la commune la plus concernée

Entre 2012 et 2013, le plus fort recul des autorisations de construire concerne les Abymes avec une baisse de 340 logements, imputable à la chute des autorisations de logements collectifs : - 41 %. Les communes du Lamentin et de Baie-Mahault sont également impactées, en raison du recul du nombre de logements individuels (respectivement - 56 % et - 52 %). En revanche, la commune de Petit-Bourg a autorisé plus de 220 projets de construction de logements individuels et collectifs, soit un bond de 32 % par rapport à 2012.

Patricia QUÉTIER
DEAL Guadeloupe

La construction de logements en résidence s'effondre

Les logements en résidence sont des logements individuels ou collectifs construits par un promoteur pour une occupation par un public très ciblé selon la nature de la résidence, avec mise à disposition de services spécifiques (exemples : résidences pour personnes âgées et résidences pour étudiants). Entre 2009 et 2013, 800 projets de construction de logements en résidence ont été délivrés. Par rapport à 2012, le nombre de logements en résidence a diminué de 51 % en 2013 (- 200 logements). Il est vrai que 2012 a été une année record avec 370 autorisations de construire, soit 9 % de la totalité des projets de construction de l'année. En 2013, les logements en résidence représentent 5 % de la totalité des projets de construction.



Chiffres clés du logement

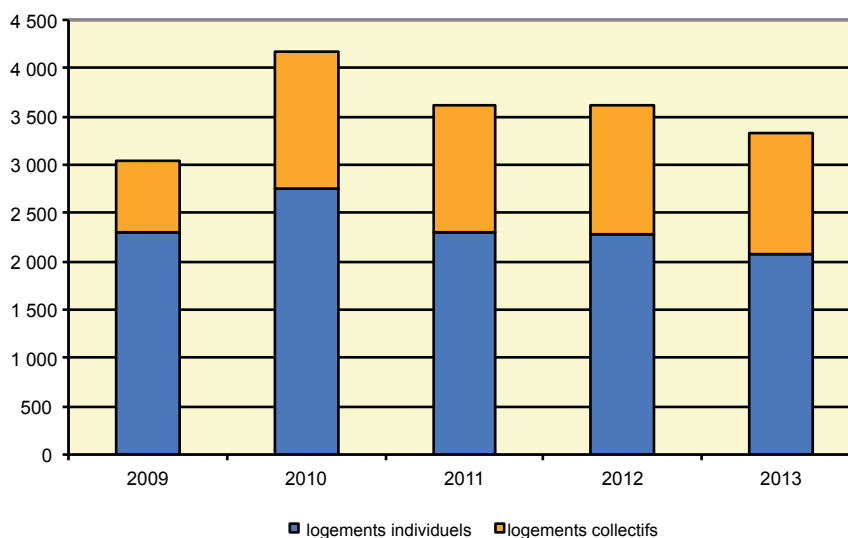
En nombre (en évolution)

	En nombre	(en évolution)
Constructions neuves	3 332	-7,8
individuelles	2 081	-8,6
collectives	1 251	-6,3

Source : Sitadel.

Le logement individuel à son plus bas niveau Logements autorisés en Guadeloupe entre 2009 et 2013

En nombre



Source : Sitadel en date réelle au 28/02/2014.

Plus de la moitié des autorisations à la construction concentrée à Cap Excellence

Nombre de logements ordinaires autorisés à la construction en 2013

En nombre

Nom EPCI	Logements
Communauté d'agglomération CAP Excellence	1 005
Communauté d'agglomération du Nord Basse-Terre	1 006
Communauté d'agglomération du Sud Basse-Terre	378
Communauté de commune de Marie-Galante	70
Communauté d'agglomération du nord Grande -Terre	383
Communauté de communes du sud est Grande -Terre	670

Source : Sitadel.



Léger repli de l'activité portuaire, mais le niveau reste élevé

Après une année 2012 record, le Grand Port Maritime de la Guadeloupe (GPMG) réalise en 2013 sa deuxième meilleure année en termes de résultats. Les trafics de marchandises et de conteneurs atteignent des niveaux élevés et celui de passagers se maintient. Néanmoins, le trafic de marchandises « diverses » est en baisse de 9 %. Cette contraction est due à la diminution du trafic domestique (consommation locale de la Guadeloupe) et au maintien du transbordement au niveau de 2012.

En 2013, le trafic de fret atteint 3 683 890 tonnes brutes de marchandises et 198 140 pour les conteneurs EVP¹, soit respectivement une baisse de 5 % pour le fret et 9 % pour les conteneurs. C'est la deuxième fois de son histoire que le GPMG atteint plus de 3,6 millions de tonnes (quasiment 200 000 EVP). En 10 ans, le trafic de fret a progressé de 28,3 %. Les importations représentent 66 % du trafic de marchandises, les exportations 12 % et le transbordement² 22 %. Les marchandises diverses conteneurisées constituent la masse principale du trafic (51 %). Viennent ensuite le vrac solide (25 %), le vrac liquide (19 %) et les marchandises diverses non conteneurisées (5 %). Le trafic de vracs solides est en baisse de 5 %, par rapport à 2012. Cette baisse est essentiellement la conséquence de l'absence de cam-

pagne d'extraction de sable local dont la contribution au trafic s'élevait à 123 000 tonnes en 2012. En revanche, le trafic de vrac liquide augmente de 10 %, notamment à l'export (+30 000 tonnes et + 170 %).

Le trafic de marchandises diverses est en baisse de 9 %. Cette contraction est due à la diminution du trafic domestique (consommation locale de la Guadeloupe) et au maintien du transbordement au niveau de 2012.

Depuis quelques années, le transbordement constitue un enjeu majeur du trafic maritime mondial et le GPMG s'est positionné depuis 2004 sur cette activité. Le transbordement atteint 816 347 tonnes de marchandises soit une baisse de 12 % en tonnage brut et un maintien en nombre d'EVP.

Le site de Jarry concentre 95 % des échanges, les 5 % restants se répartissent uniformément entre Pointe-à-Pitre, Basse-Terre et Folle-Anse (Marie-Galante). Cette répartition demeure inchangée depuis quelques années.

Les ports métropolitains, principaux partenaires pour les échanges commerciaux

A l'importation, en tonnage, les ports de France métropolitaine (Le Havre, Nantes-Montoir, Dunkerque, Rouen, Marseille) sont les principaux partenaires avec 24 % de l'ensemble des échanges. Suivent les ports de Martinique(12%),deColombie(12%), de Sainte-Croix (10 %), et du Surinam (5 %). Les échanges avec les ports de France métropolitaine sont relatifs à l'importation d'une grande part des marchandises de consommation courante. Pour les échanges avec les ports de Colombie (en particulier Santa Marta), il s'agit de trafic de charbon. Les échanges avec la Martinique et Sainte-Croix sont liés aux

trafics d'hydrocarbures et d'agrégats. Les échanges avec le Surinam concernent le riz, le bois ou encore la banane. A l'exportation, en tonnage, les ports de France métropolitaine représentent 53 % des échanges. Il s'agit des exportations de banane (vers Dunkerque) et de sucre (vers Marseille) en particulier. Le trafic de sucre baisse entre 2011 et 2012 de 20 % (8 000 tonnes). 11 % du trafic export est à destination de Fort-de-France (articles manufacturés, notamment) et 6 % vers le port de Degrad des Cannes, situé à Rémire-Montjoly en Guyane.

Un trafic global de passagers relativement stable

En 2013, 892 000 passagers ont transité par les installations du Grand Port Maritime de la Guadeloupe. Par rapport à 2012, le trafic reste relativement stable (- 1 %). L'inter-îles est le trafic le plus impacté (- 9 %). Le trafic archipel et le trafic « croisière » évoluent peu. La saison 2012-2013 (novembre 2012 - avril 2013) est la meilleure des cinq dernières années. Le trafic est en constante évolution et l'augmentation annuelle (au cours de cette saison) a été de 3 % en nombre de passagers et de 25 % en nombre d'escales. Deux navires de grande taille de la Compagnie « Costa Crociere », étaient basés chaque semaine, représentant près de 8 000 passagers. Les premiers résultats et les réservations pour les saisons 2013-2014 et 2014-2015 tendent à confirmer le renouveau de l'activité « croisière » où des investissements conséquents sont réalisés (inauguration de deux nouveaux halls croisière en novembre 2012 et décembre 2013, amélioration des équipements de sûreté - sécurité).

Olivier PIERROT (GPMG)

¹EVP : Equivalent Vingt Pieds. Il s'agit de l'unité internationale de mesure des conteneurs, équivalente à un conteneur de 20 pieds (en anglais : TEU Twenty Equivalent Unit).

²Le transbordement est l'opération qui consiste à transférer le chargement d'un navire à un autre, avec une mise à quai intermédiaire.



Chiffres clés du transport maritime

	en tonne	évolution en %
Marchandise (fret)	3 683 890	-4,5
	en nombre	évolution en %
Passagers	892 000	-0,9

Source : GPMG.

Les importations en baisse de 2 %

Répartition du trafic de marchandises selon la destination

	2012	2013	évolution 2013/2012
Importations	2 415 977	2 472 018	-2,3
Exportations	451 565	456 463	-1,1

Source : GPMG.

Un trafic « croisière » constant

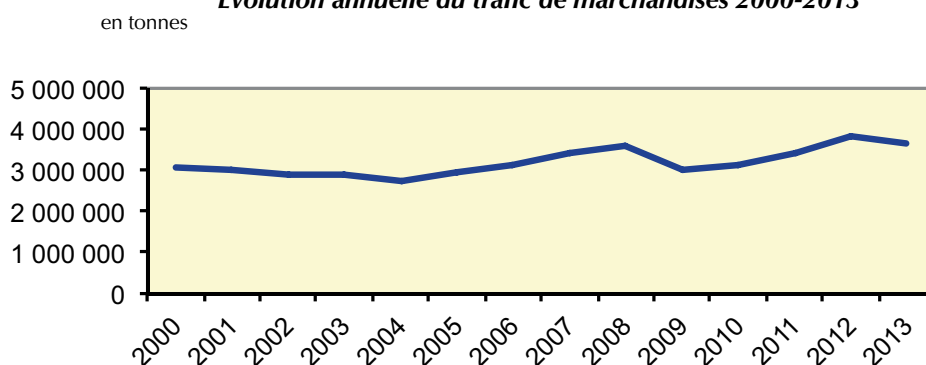
Transport maritime de passagers selon le type en 2013

	Passagers transportés	Évolution 2012-2013 (%)
Croisière	158 356	=
dont basée	150 148	+5
dont transit	8 208	-48
Archipel (Marie-Galante, les Saintes)	618 690	+1
Inter-îles (Martinique, Dominique, Sainte-Lucie)	123 219	-9
TOTAL	892 000	-0,9

Source : GPMG.

2013 : Un bon résultat malgré un léger repli

Évolution annuelle du trafic de marchandises 2000-2013



Source : GPMG.



Le cap des 2 millions de passagers franchi en 2013

En 2013, la Guadeloupe aura franchi le cap des deux millions de passagers. Ce sont 2 033 800 passagers qui ont été comptabilisés à l'aéroport Pôle Caraïbes, soit une hausse globale de 2 %. Cette progression est soutenue principalement par le trafic avec la France métropolitaine qui affiche une hausse de + 7 % par rapport à 2012. À l'inverse, le trafic avec les deux autres DFA est en légère baisse (– 1,7 %).

Un trafic de passagers en augmentation.

En 2013, 1 963 600 passagers sont partis ou arrivés en Guadeloupe et 70 150 personnes ont transité par l'île. Au final, plus de deux millions de personnes ont été traitées par l'aéroport Pôle Caraïbes. C'est principalement la ligne transatlantique qui revitalise ce trafic avec une hausse de 7 % sur un an. Cette dernière rassemble 62 % du trafic. À l'inverse, entre la Guadeloupe et

les deux autres départements français d'Amérique, le flux de passagers diminue de 1,7 %, par rapport à 2012. Néanmoins, la Martinique-Guyane reste la deuxième destination phare en concentrant 20 % du trafic. L'international décline aussi dans l'ensemble (– 14,5 %), malgré la réelle embellie observée sur la destination « Amérique du nord » (+ 25 %). En effet, toutes les autres destinations étrangères accusent un repli. Le nombre de passagers sur le réseau Europe a chuté de moitié. La fin de la desserte de la Guadeloupe et de la Martinique au départ de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle par Air France explique en partie cette chute. Air France invoque la mauvaise rentabilité de ces lignes pour justifier sa décision. Ces lignes avaient été ré-ouvertes après la grève de 2009 contre la « vie chère » en Guadeloupe, après de longues discussions entre le gouvernement de l'époque et la compagnie aérienne. Ces lignes au départ de Roissy avaient pour objectif de simplifier le trajet d'une partie de la clientèle européenne. Avant cette date, les touristes de certains pays (Italie, Belgique, Pays-Bas, Allemagne, etc.) devaient prendre un premier avion pour Roissy, puis partir à Orly pour rejoindre les Antilles. Le réseau Caraïbe Sud Amérique enregistre aussi

une forte diminution (– 16 %).

Depuis 2004, le nombre de passagers embarqués et débarqués à l'aéroport Pôle Caraïbes a augmenté en moyenne de 0,6 % par an.

Air France toujours le principal transporteur

Sur les 17 compagnies aériennes qui ont desservi la Guadeloupe en 2013, cinq d'entre elles émergent. Air France détient le leadership avec 34,4 % de part de marché, suivie de près par Air Caraïbes avec 33,9 %.

Le fret commercial en légère hausse

Le trafic fret commercial, en augmentation de 1,1 % par rapport à 2012, est la conséquence d'une hausse de 4,8 % des importations et d'une diminution de 5 % des exportations. Ces évolutions sont contraires à celles observées en Martinique. À l'inverse, dans l'île sœur, le trafic commercial, en légère diminution par rapport à 2012, est lié à la baisse des importations et la hausse des exportations. Le fret postal de 3 340 tonnes est en régression de 3,4 % par rapport à 2012.

M. BINI

La réforme des aéroports français

La loi du 20 avril 2005 a défini les contours des nouvelles Sociétés Anonymes pour douze grands aéroports (Nice, Toulouse, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Strasbourg, Montpellier, Pointe-à-Pitre, Fort-de-France, Saint-Denis de la Réunion et Cayenne). La plateforme aéroportuaire de la Guadeloupe est toujours gérée par la CCI de Pointe-à-Pitre (CCI IG depuis 2011), et ce, jusqu'en 2015, suite à la signature en mars 2006 de la prolongation de la Concession.



Chiffres clés concernant le transport aérien

en nombre et en %

	Année 2013 Janv-déc	Année 2012 Janv-déc	Évolution annuelle
Mouvements Avions	26 786	26 930	-0,5
Tonnage Atterri	762 242	761 191	0,1
Passagers			
Arrivée	978 781	963 671	1,6
Départ	984 828	961 376	2,4
Arrivée+Départ	1 963 609	1 925 047	2,0
Transit	70 154	69 522	0,9
Total	2 033 763	1 994 569	2,0
Fret Aérien (en tonnes)			
Import+Transit	6 844	6 531	4,8
Export+Transit	3 817	4 019	-5,0
Total	10 661	10 550	1,1
Poste (en tonnes)			
Arrivée	2 427	2 582	-6,0
Départ	910	871	4,5
Total	3 337	3 453	-3,4

Source : Aéroport.

Le trafic de passagers sur le réseau Europe a diminué de moitié

Évolution du trafic passagers par réseau arrivées + départs

en nombre et en %

	2012	2013	Variation en %
Réseau domestique	176 230	175 274	-0,54
Martinique - Guyane	403 354	396 866	-1,61
Caraïbes + Sud Amérique	116 237	98 041	-15,65
Amérique du Nord	42 883	53 669	25,15
France hexagonale	1 142 642	1 217 973	6,59
Europe	43 701	21 786	-50,15
Total	1 925 047	1 963 609	2,0

Source : Aéroport.



Le marché de l'automobile continue de se dégrader

En 2013, le nombre d'immatriculations de véhicules neufs a baissé de 5 % en Guadeloupe. Les voitures particulières de grosses cylindrées fonctionnant au gasoil sont les plus concernées. En parallèle, les marques françaises perdent des parts de marché. Cette morosité du secteur automobile ne concerne pas les ventes de véhicules d'occasion qui enregistrent une croissance moyenne annuelle de 2 % par an depuis le début des années 2000.

En 2013, pour la deuxième année consécutive, les immatriculations de véhicules neufs toutes catégories confondues baissent de 5 % en Guadeloupe. Cette morosité du marché des véhicules neufs a débuté dès 2007, année où les ventes avaient enregistré la plus forte hausse depuis 2000. Les ventes de voitures particulières sont les plus touchées par ce recul (- 5 %) d'autant qu'elles représentent 80 % des immatriculations. Seuls les véhicules utilitaires se maintiennent. En effet, les achats de camionnettes ayant un poids total autorisé en charge (PTAC) de moins de 3,5 tonnes se stabilisent alors qu'elles représentent 14 % des nouvelles immatriculations. Enfin, le marché de l'occasion est quant à lui, plus florissant. Avec 27 000 véhicules vendus en 2012, ce marché a connu une croissance moyenne annuelle de 3 % depuis le début des années 2000.

Les grosses cylindrées en net recul

Les voitures particulières de grosses cylindrées (9 CV et plus) sont les plus touchées par la morosité du secteur ; elles baissent de 40 %. Les petites cylindrées résistent mieux

car plus économiques et moins émettrices de CO₂. Elles bénéficient d'un bonus écologique (définitions) dont le montant maximal est passé de 5 000 à 7 000 euros au 1^{er} janvier 2013. Le développement d'une prise de conscience environnementale contribue à l'émergence d'un marché de véhicules hybrides (définitions) même s'il ne représente que 1 % des achats automobiles.

Les marques étrangères restent majoritaires

En 2013, les marques françaises ne perdent pas de part de marché mais restent minoritaires (37 %). Elles ont vendu 7 % de voitures particulières en moins, alors que les véhicules de marques étrangères ont limité les pertes (- 2 %). La baisse des ventes automobiles touche plus les véhicules fonctionnant au gasoil (- 12 %). Inversement, ceux fonctionnant à l'essence progressent de 2 %. La réduction de l'écart des prix à la pompe entre le diesel et le supercarburant peut être un élément d'explication.

Philippe Mouty

Définitions

Véhicule Hybride : Le véhicule hybride possède deux moteurs : l'un fonctionne avec du carburant (moteur thermique), l'autre est électrique. Les batteries permettent d'alimenter en énergie le moteur électrique et ainsi de suppléer, à la demande, au moteur thermique, permettant des gains de consommation non négligeables.

Le bonus-malus écologique : Instauré en décembre 2007, le dispositif du « bonus-malus écologique » comporte deux volets. D'une part, il incite les acheteurs de véhicules neufs à privilégier les moins émetteurs de CO₂. L'acheteur d'un véhicule faiblement émetteur en CO₂ bénéficie d'un « bonus ». En revanche, il doit s'acquitter d'un « malus »

si le véhicule est fortement émetteur. D'autre part, un « super-bonus » permet de favoriser le renouvellement des véhicules anciens par des véhicules neufs moins polluants.



Les ventes de voitures particulières chutent

Immatriculations neuves en Guadeloupe des voitures particulières, utilitaires et motocycles

en nombre et %

	2010	2011	2012	2013
Voitures Particulières	13 459	13 688	13 140	12 453
dont : marques étrangères (%)	57	60	63	63
diesel (%)	58	57	56	52
Voitures Utilitaires	2 506	2 665	2 277	2 290
dont : Autobus et autocars	44	34	13	18
Camionnettes (PTAC < ou = 3,5 tonnes)	2 313	2 510	2 167	2 161
Camions (PTAC > à 3,5 tonnes)	72	70	43	46
Véhicules automoteurs spécialisés	56	41	46	49
Tracteurs routiers	21	10	8	16
Motocycles	897	759	784	585
Total	17 112	16 201	15 328	15 328

Source : SOeS-RSVERO à partir de 2010.

Les véhicules hybrides non rechargeables progressent

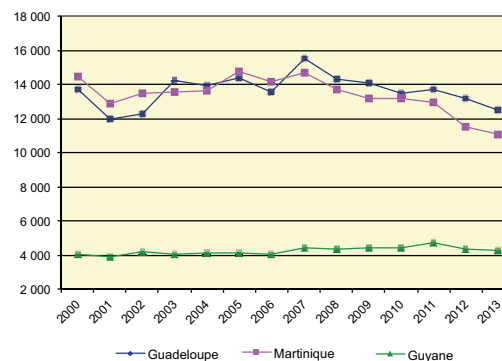
Immatriculations neuves en Guadeloupe des voitures particulières selon le type de carburant

Type de Carburant	2010	2011
Essence-électricité (hybride non rechargeable)	44	106
Electricité	0	1
Essence	5 707	5 811
Gazole-électricité (hybride non rechargeable)	4	7
Superéthanol	2	0
Gazole	7 373	6 523
Non déterminé	10	5
Total	13 140	12 453

Source : SOeS-RSVERO à partir de 2010.

Immatriculations des voitures particulières neuves aux Antilles-Guyane

en nombre



Source : Fichier central des automobiles jusqu'en 2009, SOeS-RSVERO à partir de 2010.

Les grosses cylindrées de 9 CV et plus chutent fortement

Les voitures neuves en Guadeloupe selon la cylindrée et le type de carburant en 2013

En nombre et %

Cylindrée	Essence	Essence / Hybride	Gazole	Gazole / Hybride	Électricité	nd	Total	Évolution 2013/2012
Moins de 7 CV	5 115	103	4 859	0	1	5	10 083	0
7 à moins de 9 CV	536	0	870	7	///	///	1 413	2
9 à moins de 12 CV	87	0	582	0	///	///	669	-43
12 CV et plus	73	3	212	0	///	///	288	-35
Total	5 811	106	6 523	7	1	5	12 453	-5

Source : SOeS-RSVERO à partir de 2010.



Amélioration de la fréquentation hôtelière en 2013

En Guadeloupe, l'activité hôtelière se redresse en 2013, après un léger repli observé en 2012. Le nombre de nuitées accuse une légère baisse alors que le flux touristique remonte. Les touristes sont plus nombreux en 2013 qu'au cours des trois années précédentes. La fréquentation est répartie de manière plus régulière sur l'ensemble de l'année. Les créations d'entreprise liées au tourisme diminuent de 12 %.

En 2013, en Guadeloupe, l'hôtellerie affiche un taux d'occupation des chambres de 58,2 %. En hausse de 0,7 point par rapport à 2012, l'occupation retrouve son niveau de 2011.

Avec une progression de 7 % par rapport à 2012, le nombre de clients est le plus important de ces quatre dernières années. Si la fréquentation reste élevée pendant la très haute saison, de plus en plus

de clients choisissent la basse saison pour séjourner sur l'île. En particulier, au 4^{ème} trimestre 2013, le nombre de clients a progressé de 1,7 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2012

Des séjours plus courts

L'ajustement de l'offre et de la demande se poursuit avec une diminution de 1 % des chambres offertes par rapport à 2012. Cependant, la durée moyenne du séjour raccourcit (3,2 jours en 2013 contre 3,4 en 2012) et le nombre de nuitées reste inférieur à l'année précédente. Si la clientèle étrangère est venue plus nombreuse, elle ne représente que 11 % des arrivées. L'augmentation du nombre de visiteurs martiniquais et guyanais (4 %) ne compense pas la chute de fréquentation de la clientèle guadeloupéenne (- 8 %).

Regroupant 86 % des chambres offertes, les hôtels de 3 étoiles et plus affichent les meilleurs résultats. A l'inverse, dans la petite hôtellerie (moins de 3*) la durée moyenne de séjour est inférieure de 1,2 jour et le taux d'occupation plus faible de 6 points.

Baisse des créations d'entreprises

En 2013, 554 entreprises ont été créées dans les secteurs d'activité liés au tourisme en Guadeloupe, soit une diminution de 12 % par rapport à l'année précédente. Cette baisse n'épargne aucun secteur d'activité à l'exception du secteur des « transports » qui affiche une progression de 7 %, par rapport à 2012, portée essentiellement par la création d'une centaine d'entreprises de « location de véhicules de courte durée ». Le ralentissement est plus sensible parmi les « activités culturelles, récréatives et sportives » (deux fois moins d'entreprises créées en 2013) et dans l'hébergement (- 25 %). Dans ce secteur, huit créations sur dix concernent des hébergements touristiques de courte durée, hors hôtellerie.

Comme dans les autres secteurs d'activité en Guadeloupe, la part des créations sous le statut d'auto-entrepreneur est en recul, passant de 25 % en 2012 à 21 % en 2013. La moitié de ces créations concernent la restauration rapide.

Maud TANTIN-MACHECLER
Martine CAMUS

L'année 2013 a également été plus favorable à l'hôtellerie des Iles du Nord.

Le nombre de clients des hôtels de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy a augmenté de 7 % et le nombre de nuitées de 15 % entre 2013 et 2012. Le taux d'occupation gagne plus de 5 points avec plus de la moitié des chambres occupées et la durée moyenne de séjour est passée de 3 jours à 3,3 jours.

Définitions

Taux d'occupation : Nombre de chambres occupées / Nombre de chambres offertes.
Durée moyenne de séjour : Nombre nuitées totales / Nombre d'arrivées totales.



Chiffres clés du tourisme

en nombre et en %

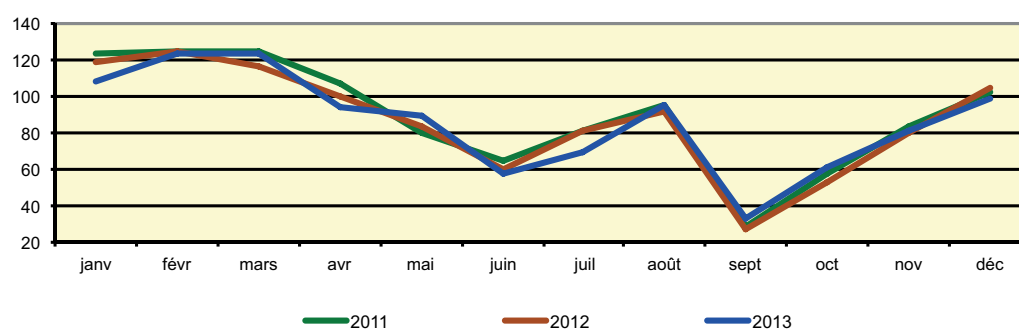
	Valeur	Évolution 2013/2012
Chambres d'hôtels offertes (en moyenne par jour)	2 930	-0,9%
Taux d'occupation	58,2%	0,7 point
Nuitées totales (en milliers)	1 035	-0,5%
dont part des nuitées étrangères	11,2%	1,5 points
Durée moyenne du séjour	3,2 jours	-0,2 jour

Source : DGCIS - Insee, enquête de fréquentation hôtelière.

Petite baisse du nombre de nuitées

Évolution des nuitées hôtelières dans l'hôtellerie homologuée de Guadeloupe

nombre de nuitées (en millier)



Source : DGCIS - Insee, enquête de fréquentation hôtelière.

Amélioration de taux d'occupation des chambres

Taux d'occupation des chambres dans l'hôtellerie homologuée de Guadeloupe

en %

	1er trim.	2ème trim.	3ème trim.	4ème trim.	Année
2011	75,6	54,0	46,2	55,8	58,1
2012	73,7	52,8	48,3	53,7	57,5
2013	72,9	53,5	48,8	56,1	58,2

Source : DGCIS - Insee, enquête de fréquentation hôtelière.

Répartition du stock d'entreprises du tourisme par secteur

en nombre

	2012	2013
Hébergements	620	682
Restaurants et cafés	2 360	2 415
Transports	1 006	1 068
Activités culturelles, récréatives et sportives	304	326
Autres activités touristiques	97	100
Total	4 387	4 591

Source : Insee, Répertoire Entreprises Etablissements.

Répartition des entreprises créées dans le tourisme

en nombre

	2011	2012	2013
Hébergements	81	87	65
Restaurants et cafés	398	314	291
Transports	104	141	151
Activités culturelles, récréatives et sportives	82	64	30
Autres activités touristiques	16	20	17
Total	681	626	554

Source : Insee, Répertoire Entreprises Etablissements.



Des échanges commerciaux plutôt dynamiques

Après avoir enregistré un fort dynamisme au cours des deux premiers trimestres de l'année 2013, les échanges commerciaux de la Guadeloupe montrent des signes d'essoufflement au cours du second semestre. Toutefois, les importations et les exportations enregistrent une hausse non négligeable sur l'ensemble de l'année. Les mouvements atypiques de produits pétroliers gonflent de façon significative les exportations guadeloupéennes. Cependant, de nouveaux marchés s'ouvrent aux produits guadeloupéens.

Regain des importations

Après un léger fléchissement en 2012, les importations ont progressé de 4 % en 2013. Malgré un contexte économique incertain, les entreprises investissent de nouveau et cela se traduit par une embellie des importations de biens d'équipement.

Il n'en est pas de même pour les ménages. La morosité persistante du marché du travail, conjuguée au contexte économique instable, incitent ces derniers à une certaine prudence d'où le recul des importations de produits agroalimentaires et des biens d'équipements. La baisse des importations des biens d'équipement à destination des ménages limite la croissance des importations totales des biens d'équipement.

La France métropolitaine reste le fournisseur principal de la Guadeloupe : tous secteurs d'activités confondus, plus de la moitié des importations proviennent de la métropole. Vient ensuite l'Union européenne avec notamment des importations de biens d'équipement et de matériels de transport en provenance d'Allemagne, d'Italie et du Royaume-Uni. L'importation des produits pétroliers place les États-Unis au 3ème rang des partenaires de la Guadeloupe. Concernant la zone Caraïbes, seule la zone ACP renforce ses liens commerciaux avec la Guadeloupe.

Des exportations dynamiques

En 2013, les exportations guadeloupéennes enregistrent une hausse globale de 24 %. Hors produits pé-

troliers, la progression des exportations est de 3 %.

Malgré une activité contrastée dans le secteur primaire, les exportations augmentent de 5 %. Le dynamisme des exportations de banane est toujours d'actualité, avec une progression de 10 % en 2013. De même, l'embellie de l'export du melon guadeloupéen se confirme. Les ventes de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac affichent un tassement à l'exportation.

La France métropolitaine reste le partenaire privilégié de la Guadeloupe : la moitié des exportations guadeloupéennes (hors produits pétroliers) ont pour destination la métropole.

L'Union européenne est aussi une destination souvent prisée, notamment pour les denrées alimentaires et boissons, avec une concentration sur les pays frontaliers de la France métropolitaine. Le marché américain s'ouvre de plus en plus aux produits guadeloupéens.

Les exportations vers la Guyane et la Martinique ont fortement augmenté, en raison de mouvements atypiques des produits pétroliers. Hors produits pétroliers, ces deux DFA sont une destination plus fréquente pour les denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac pour la Guyane et les produits industriels pour la Martinique.

Christiane Millet

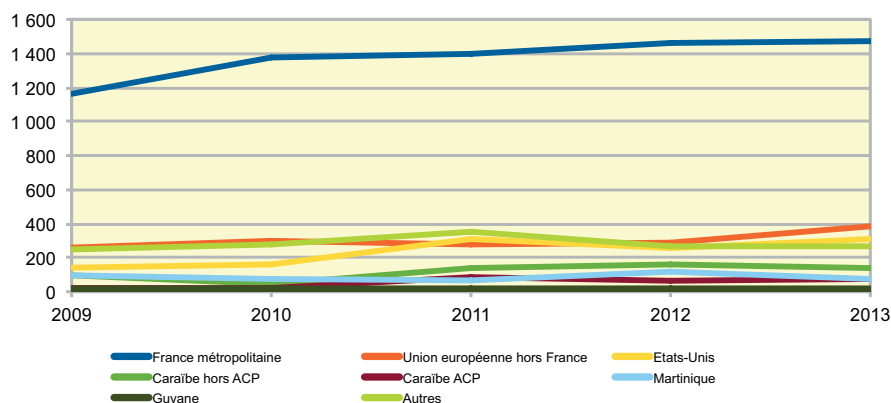
L'espace Caraïbe comprend toutes les îles de la Caraïbe, ainsi que les pays d'Amérique Centrale et du Sud qui possèdent une ouverture maritime sur la Caraïbe. Les échanges avec Porto-Rico sont confondus avec ceux des États-Unis faute de données les isolant. On y distingue un groupe de pays signataires de l'accord de libre échange de Cotonou (pays ACP de la Caraïbe) et ceux qui n'en font pas partie (« Pays non-ACP de la Caraïbe »), dans la mesure où ils ne bénéficient pas du même régime douanier dans leurs relations avec l'Union européenne et donc avec les départements français d'Outre-mer.



La métropole, partenaire principal de la Guadeloupe

Répartition des importations de la Guadeloupe selon leur destination

en millions d'euros

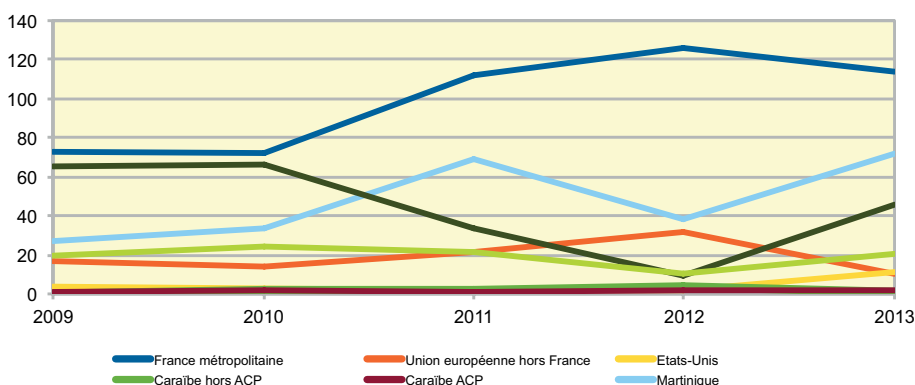


Source : Douanes, calculs Insee

Les produits guadeloupéens de plus en plus prisés par les Etats-Unis

répartition des exportations de la Guadeloupe selon leur destination

en millions d'euros



Source : Douanes, calculs Insee

En 2013 les exportations s'envolent

Montants et évolutions des importations et des exportations par activité en Guadeloupe

En % et millions d'euros

	Importations		Exportations	
	Valeur	Évolution en 2013	Valeur	Évolution en 2013
AZ - Agriculture, sylviculture et pêche	51,6	1,8	37,7	5,0
DE - Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets	34,7	-11,7	13,7	-19,4
C1 - Denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	415,9	-5,0	58,5	-0,5
C2 - Produits pétroliers raffinés et coke	495,5	4,8	60,4	516,2
C3 - Equipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	515,1	26,7	23,6	23,6
C4 - Matériels de transport	235,9	0,8	28,5	11,8
dont industrie automobile	199	7,2	6,1	-5,3
C5 - Autres produits industriels	959,7	9,5	53,3	0,4
dont pharmacie	156,8	-1,6	1,2	0,0
Autres	22,0	-8,7	1,1	0,0
Total	2730,4	4,4	276,9	24,5

Source : Douanes, calculs Insee.



Un redémarrage encore faible

Dans un contexte national encore fragile, les principaux acteurs économiques de la Martinique semblent s'essouffler. La reprise espérée en 2012 ne se confirme pas en 2013. Longtemps portée par la commande publique et l'investissement, les moteurs de l'économie martiniquaise tournent au ralenti. Dans ce contexte, la consommation des ménages ne redémarre pas encore.

L'évolution de l'emploi et du chômage reflète la panne de croissance de l'économie. Ainsi, la tendance baissière de l'emploi salarié observable depuis 2009 se poursuit en 2013. Le commerce et la construction ont particulièrement souffert de ces pertes d'emploi. Le nombre de demandeurs d'emploi progresse de 2,8 % sur le territoire. Son corollaire, le taux de chômage, deux fois plus élevé que dans l'Hexagone, s'élève à 22,8 %.

Le levier généralement activé par la population pour trouver un emploi dans un marché du travail tendu, ne fonctionne plus. En effet, les créations d'entreprises ont baissé de 10 % en 2013 en raison principalement d'une chute inédite des créations d'auto-entreprises (- 16 %) depuis leur instauration en 2009. Seul le secteur de la construction enregistre une hausse en lien avec des travaux de construction du transport en commun en site propre et des autorisations de construire en progression de 30 %. En dépit d'une conjoncture économique peu favorable, les banques ont globalement maintenu leurs financements. Ainsi, les crédits accordés aux ménages (à l'habitat) et aux collectivités progressent même s'ils reculent pour les entreprises.

L'inflation qui s'élève à 1,2 % en 2013, est pour la deuxième année consécutive inférieure à celle observée l'année précédente. Elle est principalement portée par les produits alimentaires et les services (respectivement + 3,3 % et + 1,1 %). A l'inverse, les prix des produits pétroliers baissent de 1,3 % en raison du recul des prix

du supercarburant et de la bouteille de gaz.

Avec un pouvoir d'achat contraint, la consommation est en berne, les ménages privilégiant l'épargne. Les trafics maritime et aérien de marchandises s'en ressentent. La méfiance des ménages conjuguée à l'attentisme des entreprises entraîne une baisse significative des importations de biens d'équipement. Le marché de l'automobile est l'exemple le plus marquant. En 2013, le nombre d'immatriculations de véhicules neuf a baissé de 3,5 % alors que celui des occasions enregistrent une croissance moyenne de 2 % par an depuis les années 2000. Après plusieurs années de progression, les exportations de sucre et de rhum sont en retrait.

Dans ce contexte morose, peu d'indicateurs économiques restent positifs. Le trafic aérien de passagers reprend un nouveau souffle avec une évolution de + 7,6 % de la ligne transatlantique. Cette affluence redonne des couleurs à l'activité hôtelière qui enregistre les meilleurs taux de fréquentation des quatre dernières années. Par ailleurs, elle a dynamisé les activités de réservation de voyage et restauration. Les escales de croisière continuent également leur progression et le nombre de passagers a plus que doublé.

Sylvia URGEN



L'économie guyanaise perd son souffle en 2013

Le ralentissement de l'économie guyanaise se confirme en 2013. L'emploi salarié progresse plus faiblement que les années précédentes. Les services et l'industrie continuent de créer des emplois tandis que la construction en perd pour la première fois. Les créations d'entreprises, levier pour créer son emploi, reculent. Si le spatial confirme sa bonne santé, les autres secteurs peinent à trouver de nouveaux relais de croissance. Les conséquences sont directement visibles sur le territoire avec un marché du travail fébrile et des ménages qui diffèrent leurs achats face à ce climat morose

Un marché du travail atone

L'emploi salarié marchand en Guyane continue d'augmenter mais plus faiblement que les années précédentes. Il est principalement porté par les services. C'est l'industrie qui s'offre la plus forte progression (+ 3,6 %) tandis que la construction perd pour la première fois des emplois (- 4 %). Face à un marché du travail peu dynamique, la population avait jusqu'à maintenant recours à

la création d'entreprise pour créer leur emploi. Mais ce levier ne fonctionne plus, les créations d'entreprises du secteur marchand non agricole sont en recul par rapport à l'an dernier. Les services et le commerce sont les plus concernés. L'engouement pour le statut d'auto-entrepreneur s'essouffle. Il représente un tiers des créations d'entreprises contre la moitié l'an dernier. La Guyane fait aussi face à un taux de chômage important, 21 %. Bien que stable depuis quelques années, il reste supérieur de 11 points à celui de la Métropole.

Le secteur spatial sourit, les autres secteurs grimacent

Du côté des entreprises, les signes sont plus contrastés. Pour la quatrième année consécutive, les importations guyanaises progressent. Elles sont portées par les entreprises (importations des biens d'équipement) et par l'importation de produits pétroliers. Les ménages guyanais ne contribuent pas comme les années précédentes à cette progression. Le secteur du spatial, avec 7ancements réussis par les trois lanceurs Ariane, Soyouz et Véga, confirme sa bonne santé et son implantation dans le paysage industriel guyanais. Il reste le moteur de l'économie guyanaise. Mais l'un des secteurs porteurs de l'économie, la construction, est en panne. Le nombre de logements autorisés diminue d'environ 28 % par rapport à l'an dernier. Le secteur de la construction en Guyane comme en Guadeloupe ou en Martinique, fortement dépendant de la commande publique, se fragilise dès l'amorce d'une incertitude sur les crédits publics (gel des crédits amorcé en sep-

tembre 2013). Les demandes d'autorisations de logements collectifs chutent (- 42 %) avec 1 100 unités tandis que celles de logements sociaux se maintiennent autour de 900 unités.

Pour contrer la hausse des prix, les ménages se montrent prudents

Pour la troisième année consécutive, l'inflation en Guyane se maintient en dessous du seuil de 2 %. Elle s'établit en 2013 à 1,4 %. C'est la plus forte inflation des trois DFA. L'inflation y est principalement portée par les services et l'alimentation. Sur l'alimentation, notamment sur les produits frais, les évolutions de prix à la consommation sont fortes, + 7 %. Face à cette hausse des prix, les ménages diffèrent leurs achats et se tournent vers l'épargne. En fin d'année 2013, l'ensemble des dépôts des ménages guyanais progresse de 4,4 %. Les ménages guyanais privilégient, de façon quasi-égale, une épargne de précaution (peu risquée) représentée par le livret A ou bleue et une épargne d'investissement telle que l'assurance-vie ou encore l'épargne logement. Le secteur automobile est directement pénalisé par la prudence des ménages et l'atonie du marché du travail, les immatriculations de véhicules neufs toutes catégories baissent (- 2 %). La diminution est encore plus marquée pour les voitures utilitaires (- 6 %).

N. YAHOU-DAUVIER
B. HURPEAU

Le bilan économique 2013 en Guadeloupe

L'économie guadeloupéenne au ralenti

En 2013, l'économie guadeloupéenne reste fébrile. Tandis que l'inflation est contenue à un niveau faible, l'attentisme des ménages plombe la consommation, traditionnel moteur de la croissance. Les importations de produits agroalimentaires et de biens d'équipement sont en baisse. Toutefois, le manque de visibilité n'a pas empêché les chefs d'entreprises de retrouver le chemin de l'investissement. Cela se traduit par une embellie des importations des biens d'équipement et de biens intermédiaires. Autre soutien à la croissance, l'activité hôtelière se redresse en 2013.

La revue économique des Antilles-Guyane

ISSN : 0987-4216

Directeur de la publication :

Didier BLAIZEAU

Rédactrice en chef :

Béatrice CELESTE

Chef de projet :

Ali BENHADDOUCHE

